Nos 254-255

L'ÉCOLE SOCIALE POPULAIRE

PUBLICATION MENSUELLE

La Menace communiste au Canada

PAR

LE R. P. ARCHAMBAULT, S. J.

LETTRE-PRÉFACE

DE

S. Ém. le cardinal Villeneuve, O. M. I.
Archevêque de Québec

Prix : 25 sous

L'ÉCOLE SOCIALE POPULAIRE

MONTRÉAL

Direction :
SECRÉTARIAT DE L'É. S. P.
1961, RUE RACHEL EST

Administration :
L'ACTION PAROISSIALE
4260, RUE DE BORDEAUX

1934



PUBLICATIONS DE L'E. S. P.

(Directeur: R. P. ARCHAMBAULT, S. J.)

(Abonnement: $1.50 par an)

1a. *L'Ecole Sociale Populaire*	
*1. *L'Organisation ouvrière catholique en Hollande*	R. P. ARCHAMBAULT, S. J.
2. *L'Organisation ouvrière dans la province de Québec* (2e édition 1913)	Arthur SAINT-PIERRE
*3. *De l'Education du sens social*	R. P. LEROY, S. J.
*4. *Comment protéger notre jeunesse: les patronages*	R. P. PICHÉ, P. S. V.
*5. *La Fédération Saint-Jean-Baptiste*	Mme Marie GÉRIN-LAJOIE
*6. *« Le Foyer » et ses œuvres*	Abbé Henri GAUTHIER, P. S. S.
*7. *La Caisse populaire* — I	Alphonse DESJARDINS
*8. *La Lutte antialcoolique dans la province de Québec, depuis 1906*	R. P. HUGOLIN, O. F. M.
*9. *Le Logement de la famille ouvrière* — I	Abbé GOUIN, P. S. S.
*10-11. *Le Logement de la famille ouvrière* — II	Abbé GOUIN, P. S. S.
*12. *La Caisse populaire* — II	Alphonse DESJARDINS
*13. *Le Mouvement mutualiste dans Québec*	J.-B. SAINT-ARNAUD
*14. *Le Cercle ouvrier*	R. P. L. HUDON, S. J.
15. *L'Encyclique « Rerum novarum »*	S. S. LÉON XIII
*16. *Les Œuvres nécessaires*	R. P. VALENTIN-BRETON, O. F. M.
*17. *L'Eglise et les associations ouvrières*	Henri BEAUVAIS
18-19. *Contre l'alcool*	Dr Joseph GAUVREAU
20-21. *Un catholique social: Frédéric Ozanam*	Abbé GOUIN, P. S. S.
*22. *L'Organisation professionnelle*	Arthur SAINT-PIERRE
*23. *Réformes scolaires*	V.-E. BEAUPRÉ
24. *Le Clergé et les études sociales*	R. P. ARCHAMBAULT, S. J.
*25. *Le Travail chrétien*	Abbé Paul MAYRAND, D. TH.
*26. *La Lettre sur le « Sillon »*	S. S. PIE X
*27-28. *La Cour Juvénile*	Abbé GOUIN, P. S. S.
*29. *La Goutte de lait*	Dr Joseph GAUVREAU
*30. *La Fédération américaine du Travail*	Arthur SAINT-PIERRE
30. *L'Utopie socialiste* — I	XXX
31. *Le Val des Bois*	DOMBRAY-SCHMITT
*32. *Conseils aux ouvriers canadiens*	Chanoine DESGRANGES
33. *Les Ecoles maternelles*	R. P. DALY, C. SS. R.
*34-35. *L'Eglise et le progrès social*	Chanoine DESGRANGES
36-37. *Le Devoir social*	Arthur SAINT-PIERRE
38. *L'Utopie socialiste* — II	Arthur SAINT-PIERRE
39. *Les Syndicats ouvriers chrétiens de Belgique*	R. P. GUILLOT, C. SS. R.
40. *Les Syndicats socialistes et neutres*	R. P. TRUDEAU, O. P.
*41. *L'Eglise et l'organisation ouvrière*	Abbé Edmour HÉBERT
*42-43. *Le Comte Albert de Mun*	Arthur SAINT-PIERRE
44-45. *Le Socialisme*	Abbé Edmour HÉBERT
46. *A propos d'immunités*	R. P. GONTHIER, O. P.
*47. *La Formation d'apôtres sociaux par l'A.C.J.C.*	R. P. S. BELLAVANCE, S. J.
48-49. *Leçons pratiques d'action sociale catholique*	R. P. RUTTEN, O. P.
*50. *La Désertion des campagnes*	R. P. Adélard DUGRÉ, S. J.
51. *Les Avantages de l'agriculture*	R. P. Alexandre DUGRÉ, S. J.
*52. *Les Cercles d'études féminins*	Marie-J. GÉRIN-LAJOIE
53-54. *Le Règne social du Sacré Cœur*	Abbé GOUIN, P. S. S.
55. *Le Comptoir coopératif*	Anatole VANIER
*56-57. *L'Œuvre de vacances des grèves*	Abbé GOUIN, P. S. S.
*58. *Le Jardin scolaire et l'Agriculture à l'école*	Jean-Charles MAGNAN, B. S. A.
59. *Le Clergé et les œuvres sociales*	R. P. ARCHAMBAULT, S. J.
60. *L'Esprit chrétien dans la famille et la société*	
*61. *Projet de colonisation*	R. P. Marcel MARTINEAU, S. J.
62-63-64. *Vers les terres neuves*	R. P. Alexandre DUGRÉ, S. J.
*65. *La Question sociale et nos devoirs* — I	R. P. ARCHAMBAULT, S. J.
66. *La Question sociale et nos devoirs* — II	R. P. ARCHAMBAULT, S. J.
*67-68. *La Question sociale et nos devoirs* — III	R. P. ARCHAMBAULT, S. J.
*69-70. *Hygiène et logement*	Dr J.-A. BAUDOUIN
*71-72-73. *Albert de Mun et le devoir social*	Abbé GOUIN, P. S. S.
74-75. *Albert de Mun et l'organisation ouvrière*	Abbé GOUIN, P. S. S.
76. *Nos errements agricoles*	R. P. Edgar COLCLOUGH, S. J.
77-78. *Albert de Mun et la législation sociale*	Abbé GOUIN, P. S. S.
*79-80. *Microbiologie et maladies contagieuses*	Dr J.-A. BAUDOUIN
81-82. *L'Instruction obligatoire n'est pas nécessaire*	R. P. Hermas LALANDE, S. J.
*83. *L'Organisation ouvrière*	Abbé Edmour HÉBERT
*84. *Autour de l'Encyclique « Rerum novarum »*	E. S. P.
85. *L'Aide aux colons*	Eug. L'HEUREUX

Lettre-préface

ARCHEVÊCHÉ
DE
QUÉBEC

Le 16 mars 1935

Révérend Père Archambault, S. J.
Immaculée-Conception
Montréal

MON RÉVÉREND ET CHER PÈRE,

J'ai entendu aux Journées anticommunistes de Lévis le texte que vous livrez à la publicité et que je viens de relire, remué d'une profonde inquiétude: La Menace communiste au Canada.

Vos avertissements depuis dix ans n'ont-ils été que pour allumer des incendies que vous auriez le plaisir d'éteindre ensuite aussi aisément? Si, comme on l'a dit, d'aucuns avaient pu le croire, les chiffres, les faits, les menées que vous mettez à jour et dont vous donnez des preuves irrécusables, sont là pour démontrer leur aveuglement. Car le communisme au Canada n'est plus un projet, il est une réalité. Le feu en est allumé parmi nous, il est urgent de le circonscrire, puisqu'on ne peut espérer d'ici longtemps l'éteindre. Si tous les efforts ne se concertent, l'incendie va se développer rapidement et il ravagera sans aucun doute et nos institutions et notre société.

Peut-on s'arrêter un moment à cette constatation pour peu qu'on ait de la foi et du patriotisme et ne point frémir?

Vous faites bien de jeter partout l'alarme. C'est le tocsin qu'il faut sonner pour réveiller tous les dormeurs et les rallier à la défense du bien commun, de notre patrimoine religieux et social.

Vous ne vous contentez point de dénoncer le péril, vous indiquez comment il faut faire la lutte au communisme, par l'action de l'État, des associations catholiques, et de l'individu. Ce ne sont certes point des moyens nouveaux que vous préconisez par là. Mais avec une vigueur que stimulent les événements, vous rappelez des devoirs d'action catholique et sociale que vous n'avez cessé d'enseigner depuis plus d'un quart de siècle et auquel vous avez consacré d'une façon si remarquable et si effective tout votre apostolat. Vous voulez activer les institutions qu'à cet effet vous avez inspirées vous-même ou du moins si vivement encouragées. Bref, vous invitez chacun des catholiques à vivre en plénitude leur vie chrétienne, en la faisant rayonner de charité et de justice dans toutes les sphères de la société.

Voilà un programme qui répond trop bien aux directives pontificales pour que je ne doive le recommander et le bénir.

Je le fais de tout cœur, mon révérend et cher Père, en vous remerciant de votre zèle et en exhortant de toutes mes forces les hommes publics et les particuliers qui, dans les graves dangers de l'heure présente, ont le sens de leur responsabilité, à réfléchir sur la menace du péril communiste *et à se ranger tous dans l'armée de défense.*

Avec l'expression de mes pieux sentiments en Notre-Seigneur et Marie Immaculée,

† J.-M.-Rodrigue Card. VILLENEUVE, O. M. I.
Arch. de Québec

La Menace communiste au Canada[1]

Par le R. P. ARCHAMBAULT, S. J.

LE communisme est une doctrine injuste et néfaste. Injuste, parce qu'il viole un droit naturel, le droit de propriété; néfaste, parce qu'il sape les bases de la société, détruit la famille, éteint dans l'âme tout sentiment religieux.

Là où ses adeptes sont devenus les maîtres, il a accumulé les ruines matérielles et morales [2].

Tout bon citoyen doit donc s'opposer à cette doctrine et ne rien épargner pour l'empêcher de s'implanter dans son milieu.

Mais le communisme nous menace-t-il vraiment au Canada? Doit-on le considérer comme un danger réel, imminent, et mobiliser contre lui, sans retard, toutes les forces saines?

Question, certes, opportune. Je veux y répondre dans la première partie de cette étude. Je n'apporterai que des faits, des chiffres, des déclarations. Les uns et les autres puisés aux meilleures sources. Je ne voudrais rien affirmer qui ne reposât sur des preuves sérieuses.

---

1. Ce travail a été présenté, avec quelques variantes, aux Journées anticommunistes de Montréal, de Sherbrooke, de Lévis, etc. Nous y avons ajouté, en appendice, plusieurs pièces justificatives.

2. On trouvera dans les brochures précédemment publiées par l'École Sociale Populaire un exposé complet de la doctrine communiste et de son application en Russie. Nous n'y revenons pas dans ces pages. Nous renvoyons le lecteur désireux de se renseigner davantage aux livres dont la liste paraît en appendice.

I

Le communisme au Canada

Qu'il circule au Canada, parmi le peuple, des idées révolutionnaires, personne, je crois, ne le nie. Elles éclosent presque naturellement chez ceux qui souffrent. On les rencontre à toutes les époques, plus violentes évidemment et plus répandues durant les périodes de crise. Même si les immigrants venus des bas-fonds de l'Europe centrale ou certaines publications étrangères ne nous avaient apporté de telles idées, les abus d'un capitalisme tout-puissant, joints à la dépression économique, les auraient fait naître.

Mais autres sont les idées — dont les réalisations peuvent être lointaines — autre l'organisation communiste qui tend, elle, à des résultats immédiats. La IIIe Internationale fondée par Lénine, en 1919, et qui s'insinue peu à peu dans tous les pays du monde, avec le but avoué de renverser par la force des armes le régime établi et d'y substituer une république soviétique, cette IIIe Internationale, dont les chefs sont à Moscou et dirigent de là les sections les plus éloignées, a-t-elle pénétré dans notre pays ? Y exerce-t-elle ses activités ?

Là est la question capitale.

Or, à cette question, aucune hésitation possible. Les preuves en sont multiples: cette Internationale existe bel et bien au Canada. Et elle poursuit activement son but révolutionnaire.

1. — Le Parti communiste canadien

En 1931, le procureur général de l'Ontario faisait arrêter Timothy Buck et sept autres chefs du Parti communiste. Ils admirent au procès que leur Parti était affilié à la IIIe Internationale russe. Le caractère subversif

[254-255]

de ce parti n'était d'ailleurs un mystère pour personne. Dès l'année de sa fondation à Toronto, en 1922, il adoptait le programme suivant:

Programme

1° Grouper les organisations ouvrières existantes et en faire des instruments de combat dans la lutte contre le capital; entrer dans les syndicats ouvriers et y remplacer la direction réactionnaire par une direction révolutionnaire.

2° Prendre part aux élections et se mêler à la vie politique du pays, en général. Avoir des représentants dans les différentes institutions législatives et administratives pour démasquer la prétendue démocratie capitaliste; aider à la mobilisation des travailleurs en vue de la bataille décisive contre l'État capitaliste. Exposer publiquement et d'une manière précise devant les gouvernements capitalistes les griefs journaliers de la classe ouvrière.

3° Pousser à la lutte pour pourvoir aux besoins immédiats des travailleurs, rendre ces derniers plus exigeants dans leurs réclamations, et grâce à des escarmouches quotidiennes répétées, préparer et entraîner une troupe capable d'abattre le capitalisme.

4° S'emparer du pouvoir pour renverser le capital et la dictature des capitalistes, établir la dictature de la classe ouvrière et la république des travailleurs. [1]

Activité

Ce programme adopté, le Parti se mit aussitôt à l'œuvre pour le réaliser. Le Canada fut divisé en neuf districts, avec quartiers généraux à Toronto:

Provinces Maritimes,
Province de Québec,
Sud de l'Ontario (Toronto, etc.),
Nord de l'Ontario (Timmins, etc.),

1. *20e Rapport annuel sur les Organisations du Travail au Canada*, année 1930, p. 162.

Nord-Est de l'Ontario (Sudbury, etc.),
Nord-Ouest de l'Ontario (Port-Arthur, etc.),
Manitoba et Saskatchewan,
Colombie Britannique.

Ces districts sont partagés en sous-districts. Ainsi le district n° 3, qui comprend Toronto, compte onze sous-districts. Les grandes villes se subdivisent à leur tour en régions: Winnipeg, par exemple, en comprend treize. Chaque district possède son agent en chef et chaque sous-district un organisateur local.

Condamné comme illégal en 1931, le Parti communiste changea tout simplement de nom. Il devint la *Canadian Labor Defense League* — Ligue canadienne de Défense ouvrière. Il apporta aussi une certaine prudence dans sa propagande afin de ne pas tomber sous le coup de la loi.

Mais ses liens avec Moscou subsistèrent et son activité ne fit qu'augmenter. Sa grande tactique est de s'introduire dans les organisations ouvrières existantes et d'y propager les principes révolutionnaires. Nombreuses sont les associations de toute nationalité et de toute langue que le Parti communiste contrôle aujourd'hui.

En voici quelques-unes, telles qu'elles se sont inscrites au congrès de la Canadian Labor Defense League à Toronto, en 1933: Workers Sports Association; Friends of the Soviet Union; Cooperative Societies; Y. C. L.; Farmers' Unity League; Workers' Exservicemen League; Women's Labor League; Labor League Children's Camp; National Committee of Unemployed Councils; Independent Unemployed Workers Organisation; Progressive Arts Club; Workers' Unity League; Mine Workers' Union of Canada: Lumber Workers Industrial Union; Montreal Dress Cutters Union; Amalgamated Mine Workers Union of Nova Scotia; Industrial Union of Needle Trades Workers; Domestic Workers Union; A.F.L. and A.C.C.L. Building Trades Locals; Socialist Party of Ontario;

National Children's Council, et un grand nombre d'organisations nationales: russes, polonaises, allemandes, ukraniennes, finlandaises, etc. [1].

Membres et filiales

Quels sont les effectifs du Parti communiste? A son congrès de 1933, la C. L. D. L. déclara que le nombre de ses membres s'était élevé, depuis l'année précédente, de 13,000 à 17,000 et ses sections de 233 à 350 [2]. On y insista pour que le mouvement fût de plus en plus canadien, que la propagande par conséquent se fît surtout auprès des ouvriers et des cultivateurs nés au pays, anglais et français, qu'on recrutât moins de chômeurs et plus de travailleurs, que l'effort portât principalement dans les usines [3].

A côté de ces 17,000 membres actifs, la C. L. D. L. compte 120,000 membres affiliés. Ils étaient représentés au congrès par 261 délégués, dont sept canadiens-français.

Parmi les filiales du Parti communiste, il faut mettre au premier rang la Workers Unity League. Son nom n'a rien de révolutionnaire. C'est cependant une véritable création soviétique.

En février 1929, le Secrétariat international de Moscou décida qu'il fallait établir au Canada une puissante organisation syndicale bolcheviste. « Le parti canadien, lit-on dans la lettre qui lui fut adressée, doit concentrer ses efforts pour créer un vaste mouvement de gauche. Le Secrétariat désire attirer l'attention du parti sur les moyens à prendre pour lancer le mouvement... Ce mouvement d'opposition, ainsi que le préconise l'Interna-

---

1. On trouvera en appendice la liste complète de ces associations.

2. La *Documentation catholique* du 19 janvier 1935 publie, d'après des sources officielles, les statistiques les plus récentes de la Fédération syndicale de Moscou, internationale communiste. Elle compterait actuellement 17,263,452 membres, dont 16,504,000 en Russie; 257,000 en France, 50,000 aux États-Unis et 27,000 au Canada.

3. Voir, en appendice, les conclusions du congrès.

tionale rouge, doit être le porte-étendard des principes du syndicalisme révolutionnaire dans l'industrie. »

Fondée sur les ordres de Moscou, la Ligue des Travailleurs unis reçoit directement de Moscou ses directives. Elle n'épargne rien pour mener à bonne fin la tâche qui lui a été confiée. Elle s'efforce de fomenter par tout le pays des conflits ouvriers, de susciter des grèves, etc.

Dans son édition du 29 novembre 1930, le *Worker*, organe du Parti communiste, publié à Toronto, donne un compte rendu du voyage à Moscou des Canadiens délégués au cinquième congrès de l'Internationale. Ce rapport, paru sous la signature de M. Ewen, chef de la délégation, appuie sur la nécessité de faire de la nouvelle ligue « le centre de ralliement de la classe ouvrière au Canada ». Il lui appartient, écrit-il, d'unir tous les travailleurs dans la lutte politique et économique livrée au capitalisme: c'est ainsi que nous le renverserons, et que nous bâtirons sur ses ruines « un gouvernement soviétique d'ouvriers et de paysans pauvres ».

On ne peut être plus explicite. Et les chefs de la Ligue passent vite des paroles aux actes. Ils créent des syndicats parmi les ouvriers du textile, des meubles, des conserves, parmi les bûcherons, les menuisiers, les employés d'hôtels et de restaurants. Ils suscitent des grèves dans toutes les industries où ils peuvent pénétrer: dans les boulangeries à Winnipeg, dans les fabriques de meubles à Stratford et à Newstadt, chez les menuisiers à Hespeler, parmi les ouvriers du textile et les employés d'hôtels et de restaurants à Toronto, dans les camps de bûcherons à Rouyn et à Noranda. Liste bien incomplète mais qui donne quelque idée de la fiévreuse activité de cette organisation [1].

---

1. Voir *le Canada français*, avril 1934, article du chanoine Casgrain. A la suite des troubles de Noranda, plusieurs chefs communistes étrangers furent arrêtés et reconnus coupables de sédition par les jurés.

La jeunesse communiste

Fidèles à la tactique des communistes des autres pays, ceux du Canada s'occupent aussi de la jeunesse. En 1922 ils fondaient la Ligue de la Jeunesse communiste avec des avant-gardes: les Jeunes Camarades pour les enfants de 12 à 16 ans, et les Pionniers pour ceux de 6 à 12 ans. Cette Ligue comptait déjà 1,800 membres en 1930, répartis en 70 groupes locaux. Son but est de former de vrais révolutionnaires. Elle y travaille avec un soin et une persévérance vraiment diaboliques. Des écoles sont ouvertes d'un bout à l'autre du pays, surtout dans l'Ouest, et même dans les plus petits villages. On y rassemble les enfants. Les professeurs s'ingénient à leur inculquer la haine de la religion et de l'ordre établi. Tout converge vers cet objectif. Même les jeux. On joue, par exemple, à la grève, en attribuant un rôle odieux au patron et à la police. La victoire favorise finalement les ouvriers, mais non sans qu'ils aient goûté de la prison et autres avanies, ce qui leur donne figure de héros. Même jeu contre le délogement des chômeurs, etc. Les Pionniers, qui n'étaient que 500 en 1933, sont montés à 2,000 en 1934 [1].

---

1. Les *Dossiers de l'Action Populaire* (10 décembre 1934) qui publient cette statistique, empruntée à l'*Internationale Communiste*, en reproduisent aussi ces résolutions adoptées par l'Assemblée plénière de l'I.C.J. (Internationale Communiste de la Jeunesse) en décembre 1933:

« Il est nécessaire en premier lieu d'assurer effectivement la création d'organisations enfantines de masse auprès de chaque cellule du Parti et des Jeunesses communistes auprès de chaque groupe local. Les partis communistes doivent accorder plus d'attention au travail parmi les enfants, et toutes les organisations prolétariennes de masse doivent apporter également dans ce domaine plus d'attention et d'aide concrète, en reliant leur travail parmi les enfants au travail des cellules des Jeunesses communistes, en faisant participer des représentants des différentes organisations au travail parmi les enfants. »

En même temps la session plénière recommande:

« De liquider radicalement la sous-estimation de l'importance politique du travail parmi les enfants, de mettre résolument fin aux tendances qui considèrent le travail parmi les enfants comme une tâche de second ordre. Le travail parmi les masses enfantines, la lutte pour leur éducation communiste constituent l'une des tâches fondamentales des Partis communistes et des Jeunesses communistes et sont une partie intégrante et inséparable de la réalisation du mot d'ordre stratégique: la conquête de la majorité de la classe ouvrière. »

Ressources du Parti

Toutes ces organisations exigent des ressources. Où les communistes prennent-ils leurs fonds ? Leurs journaux — il en circule actuellement une cinquantaine dont plus de vingt publiés au Canada en diverses langues [1] — contiennent de temps en temps des listes de souscription, venant de centres canadiens, mais il semble bien qu'ils reçoivent de l'étranger la grosse part de leur argent. Le *Worker* du 21 novembre 1931, par une indiscrétion dont il n'est pas coutumier, reproduisait le télégramme suivant adressé au bureau de l'Internationale, alors à Berlin, par le Conseil exécutif de la Ligue de Défense canadienne: « Les travailleurs du Canada ont à rencontrer un sérieux mouvement de réaction. Le Parti communiste déclaré illégal, les chefs emprisonnés pour cinq années, ce qui est un précédent dans les pays parlementaires. Les travailleurs du monde entier doivent porter secours. Besoin de $10,000. »

Esprit révolutionnaire

Deux citations nous donneront une idée exacte de l'esprit qui anime actuellement le Parti communiste et du but qu'il poursuit.

La première est un extrait d'un discours récent de Tim Buck, le chef du Parti communiste canadien: « Nous savons, dit-il, que le chemin qui nous mènera au pouvoir est long à parcourir, et que le travail est à peine commencé au pays. Mais l'activité radicale qui se formait jusqu'ici d'une multitude de petits ruisseaux s'épuisant inutilement dans une lutte individuelle et sans ordre, est devenue maintenant, grâce à l'unité d'action que nous avons obtenue, le large fleuve du mouvement révolutionnaire. Les grands moments ne seront pas toujours pour nous les grèves et les élections. Un jour viendra où ces grèves in-

1. Voir la liste en appendice.

fluenceront grandement la discussion politique, et il arrive parfois que les élections règlent des problèmes industriels. Une fois maîtres de la grève politique, il n'y a plus qu'un pas à faire pour déclencher la grève générale. Et la grève générale durant une crise politique est la porte grande ouverte à la révolution [1]. »

La deuxième citation est tirée du manifeste même du Parti, adopté à son septième congrès tenu à Toronto du 23 au 28 juillet 1934. Cet appel adressé aux ouvriers du Canada a paru dans le *Worker* du 29 août dernier en première page, sous ce titre, étalé en gros caractères, avec profusion de capitales: *Unite in Struggle Against Poverty, Fascim and War! The only Way Out For Laboring People is Soviet Canada.*

« Le Parti communiste déclare que le seul programme qui convienne à la situation du Canada est le programme révolutionnaire. Le programme du Parti communiste n'est pas « anti-canadien », comme le crient les capitalistes et leurs agents. C'est le seul programme qui puisse procurer du bien-être et du bonheur au peuple canadien, — à la foule des ouvriers, fermiers, jeunes gens, femmes, employés de bureau, professionnels, retraités, et aux classes moyennes appauvries. C'est le programme sur lequel la masse nombreuse des ouvriers canadiens-français trouvera un terrain commun d'accord avec les ouvriers des autres nationalités du Canada pour s'opposer aux oppresseurs de tous les ouvriers, canadiens et canadiens-français. C'est le seul programme qui pourra transformer le riche et neuf pays canadien de paradis pour monopoles capitalistes qu'il est en une terre de bien-être et de bonheur pour les masses. Seul le Parti communiste, dans les conditions actuelles et dans l'état des relations qui existent entre les classes, continue les traditions révolutionnaires

1. *Le Canada français*, avril 1934, p. 696.

canadiennes d'il y a cent ans, quand le seul moyen d'échapper au féodalisme et d'obtenir l'abolition du *Family Compact* fut la révolution. En appliquant ces traditions révolutionnaires aux conditions pénibles subies actuellement par les masses aux mains des capitalistes et devant les progrès du fascisme et l'imminence de la guerre, le Parti communiste déclare qu'il n'y a pas d'autre issue que la lutte révolutionnaire des masses contre le capitalisme et le renversement final du capitalisme..........

« Le Gouvernement révolutionnaire des Ouvriers et des Fermiers, dès son installation, enlèvera immédiatement les forces productives du peuple au contrôle capitaliste et les organisera en vue d'une production socialiste.

« Le nouveau gouvernement sera formé de conseils révolutionnaires des ouvriers et des fermiers, ce sera le Gouvernement soviétique. Ce sera la démocratie pour les masses mais une rigide dictature envers les capitalistes qui aujourd'hui possèdent et contrôlent toute la nation.

« Ouvriers et travailleurs agricoles! Organisez-vous et livrez bataille contre la « Solution » capitaliste, qui veut dire la perpétuation du capitalisme au prix des baisses de salaires, d'un travail excessif, du chômage des masses, de la pauvreté, de la guerre et du fascisme. Le Parti communiste demande à tous les ouvriers et agriculteurs, aux gens de la classe moyenne appauvrie, d'organiser solidement un front uni de combat au moyen de grèves et de démonstrations contre les baisses de salaires, en faveur de la hausse des salaires, de l'assurance-chômage, des soins à prendre des travailleurs. Nous demandons à tous les ouvriers et travailleurs de la ferme, à tous les militants du Socialisme, de se joindre au Parti communiste. La lutte pour le Canada soviétique est la seule façon d'échapper à la pauvreté, au fascisme et à la guerre. C'est la voie qui mène à une société internationale sans classes, au Communisme mondial! »

[254-255]

2. — Dans la province de Québec

L'existence du communisme au Canada comme groupe organisé, relevant de Moscou et poursuivant activement un but révolutionnaire, ne peut donc être mise en doute.

Une deuxième question alors se pose: La province de Québec est-elle atteinte par ce mal et dans quelle mesure ?

Rappelons d'abord que notre province comprend la métropole du Canada. Montréal est une ville en majorité française et catholique, mais néanmoins de plus en plus cosmopolite. Il renferme un grand nombre d'immigrants de nationalités diverses, dont de forts groupes de l'Europe centrale, déjà gagnés pour la plupart au bolchevisme avant d'entrer au pays.

A Montréal

On comptait en 1933, dans le district de Montréal, 1,200 communistes, enregistrés sur les listes officielles du Parti comme membres actifs, et environ 10,000 affiliés. Ces douze cents communistes sont groupés en plus de quarante centres, — clubs, cercles sociaux, sociétés nationales, — tous, sauf une couple, anglais ou étrangers: russes, finlandais, ukraniens, hongrois, allemands, yougoslaves, etc. On y prêche ouvertement la révolution. Ce sont de vrais foyers d'anarchie [1].

Tout le monde connaît, au moins de réputation, l'Université ouvrière. Son fondateur, bien que prêchant le bolchevisme, s'était efforcé de la tenir à l'écart du parti communiste. Il en avait fait surtout une école d'athéisme, un foyer de sans-Dieu. On y a longtemps débité les pires injures contre Notre-Seigneur, la Sainte Vierge, l'Église, le clergé, les catholiques.

---

1. Des écoles, ouvertes dans différents quartiers de la ville, rassemblent les enfants et leur donnent une éducation communiste. Des efforts sont faits pour y attirer les petits Canadiens français.

Depuis cependant que ce groupement a changé de direction et même de nom, — il s'appelle aujourd'hui l'Association Humanitaire, — on peut le considérer comme un véritable centre communiste. Il réunit, deux ou trois fois par semaine, des auditoires de cinq ou six cents personnes et tente de les enrôler sous le drapeau de Lénine. Son influence, bien que difficilement appréciable, ne peut être contestée [1].

Montréal possède aussi une section française des Amis de l'Union Soviétique. C'est par ses soins que deux des nôtres ont pu aller récemment à Moscou. Enfin on trouve des Canadiens français inscrits dans des cellules anglaises.

Existe-t-il d'autres groupements communistes de notre nationalité soit à Montréal, soit dans les villes de la province où la propagande s'est faite plus active: à Québec, à Sherbrooke, à Thetford, à Lachine, à Rouyn ? Il est assez difficile de se prononcer avec certitude.

La Ligue Canadienne de Défense du Travail proclamait à son congrès de 1933 qu'elle comptait alors chez les Canadiens français 200 membres inscrits et six sections.

Propagande auprès des Canadiens français

Chose certaine, c'est que le Parti multiplie ses efforts pour endoctriner les nôtres et les faire entrer dans ses rangs. A chacun de ses congrès depuis quatre ou cinq ans, il revient sur ce travail et indique les moyens de le rendre plus efficace. Il recommande, entre autres choses, de publier le plus tôt possible un journal, de s'introduire dans les syndicats ouvriers, catholiques et neutres, de s'opposer au groupement des travailleurs par nationalité ou religion, de nommer un Canadien français membre du comité exécutif du Parti, et un autre organisateur pour

1. L'ancien groupe de l'Université ouvrière vient de se reformer sous la direction de ses premiers chefs. Il est en lutte avec l'Association humanitaire.

la province de Québec en lui conseillant d'établir des associations sans aspect trop révolutionnaire, sous forme de clubs, de cercles dramatiques, etc., d'agir enfin avec une grande prudence afin de ne pas heurter de front les sentiments et les traditions du peuple, contrairement aux procédés adoptés par le chef de l'Université ouvrière...

Au congrès de 1933, une des sept commissions instituées pour s'occuper des sujets les plus importants était consacrée à la propagande canadienne-française. En septembre dernier, la Lumber Workers' Industrial Union, contrôlée, comme nous l'avons vu, par les communistes, décidait à son dixième congrès annuel: 1° de transporter son siège social de Port-Arthur à Timmins afin de faire plus de recrutement parmi les bûcherons canadiens-français du nord de Québec et de l'Ontario; 2° d'employer comme langue officielle le français aussi bien que l'anglais.

Quelques semaines plus tard, deux Canadiens français étaient choisis pour faire partie de la délégation canadienne en Russie, où ils devaient être les hôtes de l'U.R.S.S. Ils sont revenus, comme reviennent tous ceux qui entreprennent ce voyage dans de telles conditions, n'ayant vu que ce qu'on a bien voulu leur montrer et épris pour le régime soviétique d'une admiration qu'ils brûlent de faire partager à leurs compatriotes. Déjà leur campagne à travers la province est commencée.

Enfin, le journal si vivement désiré a fait son apparition. Il porta d'abord le nom de *Vie ouvrière*, simple décalque des journaux anglais, du *Worker* en particulier, préconisant la lutte des classes et la haine de la religion. Il est remplacé aujourd'hui par *Clarté*, feuille de ton plus modéré, à caractère social plutôt que religieux, mais nettement révolutionnaire.

Plusieurs revues et journaux français communistes circulent aussi à Montréal: *Regards*, où écrivent Gide, Bar-

busse, Malraux; *Russie d'aujourd'hui*, organe des Amis de l'U. R. S. S., *les Nouvelles soviétiques, la Lutte, le Journal de Moscou*, etc. Ajoutons qu'un appel récent a été fait aux organisations communistes de France pour qu'elles envoient quelques-uns de leurs agents dans notre province.

Résultats

Cette propagande active et croissante, jointe à la dure situation économique que nous traversons, produit ses fruits. Sans donner nécessairement leurs noms au Parti communiste, sans rompre même avec leur foi, plusieurs des nôtres, fatigués de vivre dans l'oisiveté et de plus en plus inquiets du lendemain, inclinent, tout en faisant abstraction de ses visées antireligieuses, vers ce régime nouveau qu'on leur a représenté comme favorable aux petits et équitable pour tous. Ils se disent à la fois communistes et catholiques. On a même entendu un ouvrier faire cet aveu naïf: « Je prie tous les soirs pour que le communisme arrive! »

Le jour peut venir rapidement où, mis à même de choisir entre le catholicisme et le communisme, et mal conseillés par la misère, par les abus scandaleux d'un capitalisme oppresseur, par leur ignorance de la doctrine sociale de l'Église, par une propagande de plus en plus habile et tenace, ces travailleurs abandonnent leur religion pour l'évangile soviétique.

Le danger communiste au Canada et même dans la province de Québec est donc réel. Croire qu'il va se dissiper tranquillement serait une erreur. Il ne peut aller qu'en augmentant. La propagande auprès des Canadiens français n'en est qu'à ses débuts. Elle dispose de moyens puissants. Les circonstances extérieures lui sont favorables. Nous pouvons nous attendre à l'un des plus formidables assauts que notre nationalité ait encore subis.

[254-255]

Et quelle partie! Plus que nos richesses matérielles, que nos traditions nationales, que notre langue, c'est notre foi, c'est notre âme si chrétienne jusqu'ici, dont le sort va se jouer. Et par elle aussi, peut-être, l'avenir même du catholicisme sur tout ce continent.

L'enjeu vaut donc la peine qu'on s'en occupe, qu'on mobilise sans tarder, alors qu'il en est encore temps, toutes les forces catholiques.

Mais quelle stratégie adopter, par quelles armes se défendre ?

II

La lutte contre le communisme

1. — Action de l'État

L'action de l'État me paraît être la première arme à employer. Le communisme sape l'ordre social, il incombe aux autorités qui ont la garde de cet ordre de le défendre.

Répression légale

Comme c'est par la violence que le communisme veut atteindre son but, toute manifestation de sa doctrine et toute organisation de ses adeptes devraient être rigoureusement prohibées. Le gouvernement fédéral semble avoir compris la nécessité de cette politique. Il en a introduit le principe dans notre législation, par l'adoption de l'article 98 du Code criminel. Il faudrait obtenir maintenant son application rigoureuse à travers tout le pays, ne pas tolérer que, sous prétexte de liberté de parole ou de presse, on laisse prêcher les doctrines révolutionnaires et faire appel publiquement à la violence [1].

Les attaques contre la religion méritent le même sort. Elles servent à frayer la voie au communisme. Elles sont, en outre, contraires à l'esprit chrétien qui inspire notre constitution. En plusieurs pays, des lois contre le blas-

---

1. Sorti de prison avant le plein accomplissement de sa sentence, Tim Buck a commencé aussitôt une violente campagne de propagande à travers le pays. Il prêche l'établissement d'un Soviet canadien. Les circulaires et les banderoles qui annoncent ses assemblées le présentent comme « Secrétaire du Parti communiste du Canada ». Des journaux comme le *Worker* et le *Young Worker* s'intitulent organes communistes et répandent chaque semaine les idées révolutionnaires. On vient de publier à Montréal une brochure de quatre-vingt-huit pages en français: *Ce que veut le Parti communiste.* Si ce Parti a été déclaré illégal, pourquoi le laisse-t-on ainsi propager ouvertement ses principes subversifs ?

Le grand-duché de Luxembourg vient de décréter qu'un communiste ne pouvait siéger dans son Parlement. Il en a donc refusé l'entrée à un député élu comme tel. Et ce n'est que simple logique. Comment un homme peut-il prêter serment d'observer la constitution de son pays alors qu'il s'est engagé par son programme à la détruire ?

phème et la propagande de l'athéisme ont été votées. Une telle mesure fut proposée sans succès il y a deux ans à Ottawa. Il faudrait revenir à la charge. Les lois adoptées ailleurs, en Hollande par exemple, pourraient servir de modèle.

L'entrée au Canada devrait être aussi rendue plus difficile. C'est parce que nous avons ouvert nos portes toutes grandes aux immigrants que le communisme s'est installé chez nous. Il faut maintenant les tenir fermées, puis refuser la naturalisation à tout étranger suspect de tendances communistes, expulser même les agitateurs.

Réformes sociales

Mais un second devoir s'impose à l'État. Un sociologue anglais, H. Sommerville, écrivait dans le *Month* de février 1934: « La force du communisme réside dans les abus du capitalisme. » C'était faire écho aux paroles de Pie XI. On se rappelle le grave avertissement contenu dans l'encyclique *Quadragesimo Anno:* Les autorités doivent s'efforcer « de changer des états de choses qui exaspèrent les esprits des masses et préparent ainsi la voie au bouleversement et à la ruine de la société ».

Un des conférenciers de nos récentes Journées anticommunistes, le R. P. Lévesque, O. P., a présenté cette vérité en termes saisissants: « Nous aurons beau, s'est-il écrié, parler, écrire, tonner tant que nous voudrons contre les communistes, les poursuivre même jusqu'à les mettre en prison; si nous laissons notre peuple s'enfoncer dans la misère, nous ne l'empêcherons pas de se tourner vers les apôtres de Moscou comme vers ses sauveurs.

« Par contre, que de justes réformes sociales fassent renaître en notre pays des conditions d'existence plus heureuses et plus humaines pour tous, et la menace bolcheviste disparaîtra. Les communistes eux-mêmes n'ont pas une assez grande foi dans la seule force de leur idéal

pour entreprendre leur propagande dans les pays où tout va bien. Ce n'est pas sans raison que leurs chefs ne cessent de répéter ce mot d'ordre: Allez d'abord vers les foules mécontentes et sachez exploiter au maximum leurs malaises et leurs griefs. Enfin, tout récemment, un sociologue français faisait cette remarque: « L'absurdité d'un « système qui condamne des millions d'hommes à ne pas « manger à leur faim alors que, sous leurs yeux, pour- « rissent des stocks de marchandises inutilisées, est le seul « ferment révolutionnaire efficace aujourd'hui. Mais son « efficacité est terrible. »

« Il importe donc avant tout d'éliminer ce ferment. Mais, existe-t-il chez nous ? Hélas... Pour s'en convaincre, il suffit d'avoir lu les révélations honteuses que nous ont apportées certains rapports de l'enquête Stevens; d'avoir visité, autour de nos grands magasins regorgeant de marchandises, certains taudis où tant de nos bonnes familles souffrent les plus dures privations; d'avoir vu, aux portes de nos usines si puissantes et si productives, ces longues files de chômeurs qui réclament du travail et du pain; d'avoir rencontré, sur des terres pourtant vastes et riches, des cultivateurs qui, malgré leur travail et leur bonne volonté, ne pouvaient parvenir à y subsister. »

M. Henri Bourassa exprimait la même pensée à la Chambre des Communes: « C'est le devoir de l'État d'intervenir pour mettre un frein à l'avidité, à l'accaparement des richesses, aux coalitions, à tous les moyens dont se servent les rois de la finance pour opprimer le pauvre et le priver de son droit naturel d'acquérir une modeste part de biens temporels. »

Et S. Ém. le cardinal Villeneuve: « Comment repousserons-nous le fléau qui nous menace ? Par des moyens politiques, et ils pressent, puisque le bolchevisme est subversif et qu'il prêche le désordre (c'est la répression dont nous venons de parler). Mais aussi par une saine doc-

trine économique et des *réformes sociales*, puisqu'il est une théorie et qu'il s'appuie partiellement sur une condition ouvrière souvent misérable et injuste. »

Une législation s'impose donc qui empêche les fraudes et les abus des puissantes compagnies, qui règlemente, discipline, contrôle, ordonne l'économie, qui assure une meilleure répartition des richesses et facilite ainsi l'accession des ouvriers à la propriété et le retour de la mère au foyer.

Aux programmes élaborés par différentes œuvres, nous devons d'excellentes suggestions. Et d'abord une sage et progressive politique agricole qui améliorera la situation du cultivateur, verra à l'établissement de ses fils, ouvrira des terres neuves où s'écoulera le trop-plein de nos campagnes et de nos villes.

Organisation corporative

La plupart des sociologues catholiques, à la suite du Pape, recommandent aussi l'organisation corporative. « La politique sociale, écrit Pie XI, mettra donc tous ses soins à reconstituer les corps professionnels... De même, en effet, que ceux que rapprochent des relations de voisinage en viennent à constituer des cités, ainsi la nature incline les membres d'un même métier ou d'une même profession, quelle qu'elle soit, à créer des groupements corporatifs, si bien que beaucoup considèrent de tels groupements comme des organes sinon essentiels, du moins naturels dans la société. »

L'organisation corporative n'est pas constituée sur un plan immuable, par un type rigide, uniforme, auquel doit se conformer chaque pays.

On l'a définie: un système qui établit une autorité professionnelle, chargée de promouvoir le bien commun et les intérêts généraux de la profession et ayant, par conséquent, le droit de promulguer des règlements obligatoires pour

tous ceux qui contribuent à l'exercice de la profession et de représenter ceux-ci auprès des autorités supérieures [1].

Organisme d'une grande souplesse et de réalisation variée, ici sur une échelle modeste, là sur un plan plus vaste. « A chaque nation, écrit le P. Muller, il appartient de procéder à l'organisation de ses professions en tenant compte du tempérament national, de ses traditions, de sa situation économique. La solution que se donne très rationnellement un pays peut fort bien ne pas convenir à un autre. A proprement parler il n'y a pas qu'un seul corporatisme, il y en a, il doit y en avoir autant qu'il y a de sociétés nationales à organiser [2]. »

Pie XI a même indiqué dans son encyclique la voie à suivre pour parvenir à cette organisation: « Puissent, écrit-il, les libres associations qui fleurissent déjà et portent de si heureux fruits, se donner pour tâche, en pleine conformité avec les principes de la philosophie sociale chrétienne, de frayer la voie à ces organismes meilleurs, à ces groupements corporatifs dont Nous avons parlé, et d'arriver, chacune dans la mesure de ses moyens, à en procurer la réalisation! »

Tels sont nos syndicats ouvriers. Et la récente loi sur l'extension juridique des contrats de travail est un premier pas vers l'établissement de cet ordre souhaité par Pie XI. Combien il est désirable qu'à côté de ces syndicats se fondent le plus tôt possible, avec le même but et dans le même esprit, des syndicats patronaux.

Ainsi pourra se réaliser cette directive de l'encyclique *Quadragesimo Anno*, qui veut réformer l'État en le débarrassant d'abord de ces charges innombrables que nous mettons si volontiers sur ses épaules: « Que l'autorité publique abandonne donc aux groupements de rang inférieur

---

1. R. P. Arendt.

2. *Essais d'organisation corporative*, par le R. P. Muller, s. j., E. S. P., Nos 247-248-249, p. 98.

le soin des affaires de moindre importance où se disperserait à l'excès son effort; elle pourra dès lors assurer plus librement, plus puissamment, plus efficacement les fonctions qui n'appartiennent qu'à elle, parce qu'elle seule peut les remplir: diriger, surveiller, stimuler, contenir, selon que le comportent les circonstances ou l'exige la nécessité. Que les gouvernants en soient donc bien persuadés: plus parfaitement sera réalisé l'ordre hiérarchique des divers groupements selon ce principe de la fonction supplétive de toute collectivité, plus grandes seront l'autorité et la puissance sociale, plus heureux et plus prospère l'état des affaires publiques. »

2. — Action des associations

La deuxième arme à employer dans la lutte contre le communisme, c'est l'action des associations catholiques. J'ai surtout en vue ici l'ouvrier, — puisque c'est lui d'abord que vise la propagande communiste, — l'ouvrier canadien-français.

Cet ouvrier, si nous voulons le rendre imperméable à cette propagande néfaste et le garder fidèle à sa foi et à ses pratiques religieuses, malgré la dureté des temps, il faut, à mon humble avis:

a) l'éclairer,
b) le protéger,
c) l'aider.

Éclairer l'ouvrier

L'éclairer sur deux points: sur le communisme, puis, plus particulièrement, sur la doctrine et l'action sociale de l'Église.

Sur le communisme d'abord. C'est en camouflant sa vraie nature, ses visées antireligieuses, ses résultats économiques, que le communisme peut faire des conquêtes dans notre classe ouvrière, encore croyante et attachée

à nos institutions. Vu sous son vrai jour, combien lui seraient sympathiques ? Des exposés comme la magistrale étude de M. Minville sur l'expérience marxiste en Russie et l'éloquent discours du P. Gauthier sur l'action internationale des sans-Dieu sont de nature à détourner les ouvriers du régime communiste, à les dresser même contre lui [1].

Mais ces faits, il faut les mettre à leur portée, les faire pénétrer dans la masse par des causeries, des brochures, des tracts, des affiches. Nos différentes associations: la Société Saint-Jean-Baptiste, qui a un si grand nombre de sections paroissiales, l'A. C. J. C. et les mouvements spécialisés de jeunesse, l'Union catholique des Cultivateurs, la Société des Artisans, nos associations d'Éducation, la Fédération Nationale Saint-Jean-Baptiste, la Ligue catholique féminine, d'autres encore, pourraient organiser ces causeries, les multiplier dans les centres ouvriers et agricoles [2].

J'ai parlé aussi d'affiches, de tracts, de brochures. Il en existe en nombre et sous des formes variées. Qui empêche des groupes comme les Voyageurs de Commerce et les Cheminots catholiques d'en répandre le long de leur route ? De même les dames de l'Assistance maternelle et les gardes-malades, dans les foyers et les hôpitaux ? « Il pleut, écrivait dernièrement une enquêteuse, il pleut à Toronto des tracts communistes. » Pourquoi ne ferions-nous pas pleuvoir dans nos villes des tracts catholiques ?

A ces premiers moyens de diffusion, ajoutons le théâtre, les projections lumineuses, le cinéma. On sait combien le bolchevisme en use. Les pièces anticommunistes ne font

1. Travaux présentés aux Journées anticommunistes de l'École Sociale Populaire.
2. Tout conférencier qui veut se renseigner sur la philosophie du bolchevisme, l'action internationale des sans-Dieu, les résultats de l'expérience marxiste, etc., trouvera à l'École Sociale Populaire les documents les plus au point et les plus récents. On y constitue aussi des dossiers sur le communisme au Canada.

pas défaut: *Le Message de Lénine*, du P. Poulin, S. J., *le Chemin de la Mort* et *l'Enfer des sans-Dieu*, du P. Humbert, O. M. I., ont déjà été représentés avec succès. Des troupes sont prêtes à redonner ces pièces en différents endroits. Il en est de même pour *le Communisme et l'Évangile* que joue une troupe trifluvienne, etc. Nous venons de recevoir à l'École Sociale Populaire des clichés pour projections lumineuses; nous aurons bientôt un film.

Avec un peu d'organisation, et le concours de nos principales associations, il est donc possible d'entreprendre à travers toute la province une puissante campagne d'éducation populaire contre le communisme [1].

Il importe encore plus cependant, pour éclairer l'ouvrier et l'attacher à ses traditions, de lui faire connaître la doctrine sociale catholique: l'inégalité des conditions, la nécessité de la souffrance, le rôle véritable de la richesse, la dignité de l'homme, sa haute destinée, son droit à un salaire familial; puis tout ce que l'Église a fait pour le travailleur, les luttes qu'elle a livrées contre ses oppresseurs, les secours que lui ont apportés les Instituts religieux, les principes qu'elle ne cesse de prêcher pour l'amélioration de son sort, etc.

---

1. N'allons pas oublier nos écoles. Nous avons vu quel cas les adeptes du soviétisme faisaient de la jeunesse. Nos jeunes gens ne devraient pas entrer dans la vie sans être bien renseignés sur la doctrine communiste, sans avoir appris de leurs maîtres sur quelles fausses théories elle repose et à quelle faillite économique elle conduit. Il faudrait leur montrer en particulier comment, alors que le régime soviétique avilit l'ouvrier, rabaisse sa dignité humaine, le catholicisme au contraire l'a tiré de l'esclavage, a relevé sa condition et ne cesse de travailler à son bien-être matériel et spirituel. L'expérience tentée lors des Journées anticommunistes de Montréal a prouvé que les élèves des classes supérieures s'intéressaient à ces questions. Mais pour les leur faire bien saisir, il faut plus qu'une conférence extrascolaire, c'est tout l'enseignement du maître qui doit en être pénétré. On réclame avec raison des cours de civisme dans nos écoles; ne sera-ce pas en donner que de faire connaître et aimer nos institutions, fruit du christianisme: la famille, la paroisse, la profession, la cité, et de mettre en garde contre les systèmes qui voudraient les détruire ? Les instituteurs pourront se servir avec profit d'un livre publié par l'Action Populaire: *Entretiens familiers sur la morale sociale*, de M. Bellenoue. Pourquoi aussi ne formeraient-ils pas entre eux des cercles pour approfondir ces questions?

Propagande constructive, plus difficile peut-être que l'autre, mais accessible quand même aux laïcs. Ils la pratiquent en plusieurs pays. Je lisais dernièrement l'effort tenté aux États-Unis par les Chevaliers de Colomb afin de former de tels conférenciers. Bel apostolat pour nos associations canadiennes. Quelques-unes d'ailleurs, entre autres l'A. C. J. C. et les Jeune-Canada, s'y adonnent déjà avec succès [1].

Les philosophes de nos collèges, qu'il importe plus que jamais d'instruire de la doctrine sociale catholique et spécialement des encycliques *Rerum Novarum* et *Quadragesimo Anno*, pourraient s'exercer entre eux, dans leurs académies ou cercles, à ce genre de conférences et peut-être même se risquer, sous la sage direction de leurs maîtres, à quelque apostolat extérieur.

Sans doute cet apostolat demande une préparation sérieuse et doit s'accompagner de mesures de prudence. Mais, qu'on le veuille ou non, il s'impose.

Une note parue dans *le Devoir*, un peu pessimiste mais vraie dans son fond, jette ce cri d'alarme: « Nous assistons à Montréal au plus grand effort de déchristianisation de la classe prolétaire qui ait jamais été tenté. Accusons-nous nous-mêmes si nous devons constater dans quelque dix ans les ruines de la foi chez nos travailleurs.

« Aux esprits sceptiques de tels avancés, je conseille de parcourir les dossiers de l'Association Humanitaire, 1408, rue Montcalm, ou encore de se faire renseigner sur les réunions de l'église du Rédempteur, située à l'angle des rues Sherbrooke et Cartier, d'écouter les questions posées aux conférences du mardi à la salle du Sacré-Cœur ou enfin d'enquêter auprès de MM. les curés du « faubourg Québec » sur la pratique religieuse de leurs paroissiens.

1. C'est ce que font aussi, sur un plan plus élevé, les conférenciers de nos Semaines sociales.

« L'apostasie des masses n'est pas un fait en l'air. Qui ne se souvient que, vers 1870, plus des deux tiers de la Chambre française était catholique ? Il suffit d'un tour de scrutin pour peupler le parlement français d'une majorité socialiste. Cette victoire antichrétienne n'avait pu s'opérer que par le concours de la classe ouvrière devenue athée.

« Le grand travail social qui s'impose à Montréal, c'est donc d'instruire le peuple. Le laïcat catholique devrait faire converger vers cet objectif une bonne part de son apostolat [1]. »

J'ajoute aussitôt que, pour les milieux ouvriers, les meilleurs propagandistes seront des hommes choisis dans ces milieux. C'est la tactique employée avec tant de succès par les Jocistes et que S. S. Pie XI a recommandée dans l'encyclique *Quadragesimo Anno:* « Les premiers apôtres, les apôtres immédiats des ouvriers seront des ouvriers. »

Les membres de nos syndicats catholiques ont là un beau champ ouvert à leur zèle. Pour les aider, des sessions intensives de formation sociale ont été inaugurées il y a deux ans à Vaudreuil, près de Montréal.

Durant huit jours, une quinzaine d'hommes, toute autre occupation mise de côté, suivent des cours, prennent part à des répétitions et des exercices oratoires, mènent une vie intense de travail et de prière. Groupés ensuite en un cercle d'étude où se complète leur formation, ils vont semer la bonne doctrine dans les clubs et les groupements populaires. Cette initiative, greffée sur l'œuvre des retraites fermées, a déjà donné d'excellents résultats [2].

Le cercle d'étude est certainement un des moyens les plus efficaces d'acquérir la doctrine sociale catholique et de la faire pratiquer. L'Université Saint-François-Xavier d'Antigonish a pu accomplir des merveilles dans les centres

1. *Le Devoir*, 26 octobre 1934.
2. Pour tout renseignement sur cette œuvre s'adresser à l'École Sociale Populaire.

miniers et maritimes de la Nouvelle-Écosse, grâce à cet organisme bien dirigé et adapté à la culture intellectuelle et aux besoins matériels de ces populations [1]. Les syndicats catholiques, des groupes communaux comme celui de Gardenvale à Sainte-Anne-de-Bellevue, des associations de jeunesse, des sociétés féminines, l'utilisent aussi avec grand profit. On ne saurait trop le recommander aux œuvres.

Les revues de nos associations — *le Semeur, la Bonne Parole, Familia, la Vie syndicale, la Terre de chez nous, l'Action nationale,* etc. — peuvent aussi participer à cet apostolat intellectuel par des articles de doctrine et d'action sociale. Riche matière aussi intéressante que variée. Les revues françaises nous donnent sur ce point un exemple que nous devrions imiter.

Reste la presse. On connaît son influence. Nos ouvriers et nos cultivateurs ne font guère d'autre lecture. Il ne faut donc pas la négliger. Un bureau, établi à Montréal et en relation avec des centres européens, fournit chaque semaine aux journaux canadiens des communiqués substantiels sur la situation politique, économique et religieuse de la Russie. La plupart, sinon tous, les reproduisent et immunisent ainsi notre population contre les nouvelles tendancieuses que lance le gouvernement soviétique, grâce à des agences sympathiques.

Il y en a qui font mieux encore. Leurs rédacteurs consacrent assez souvent aux problèmes sociaux des articles inspirés de la pure doctrine catholique. Ils vulgarisent ainsi, comme l'a demandé Pie XI, les enseignements pontificaux et contribuent à former chez leurs lecteurs une mentalité sociale pleinement chrétienne. Notre devoir est de lire, de répandre, de soutenir ces journaux.

---

1. On y a établi, par exemple, de nombreuses coopératives qui ont libéré ces populations d'un joug économique écrasant. Voir *le Canada français,* novembre 1933, article du chanoine Casgrain.

Pour dire cependant toute ma pensée, je suis convaincu de la nécessité d'une feuille populaire, faite pour les ouvriers et traitant surtout de questions religieuses et sociales.

En France, en Belgique, aux États-Unis, des journaux de ce genre opèrent un bien considérable. Il en serait de même dans notre province.

Enfin, pour clore ce chapitre sur les moyens de diffuser la doctrine sociale catholique, signalons, au moins d'un mot, la radio. Ne pas utiliser un instrument aussi puissant, qui permet de faire pénétrer les enseignements pontificaux dans des milieux où ils peuvent être complètement ignorés, serait une faute impardonnable.

On l'a heureusement compris. Et soit à l'Heure catholique, soit aux émissions de la Société Saint-Jean-Baptiste, de l'Union catholique des Cultivateurs, de l'A. C. J. C., des Jeune-Canada, etc., une large place est accordée aux encycliques des Papes.

Protéger l'ouvrier

Les temps sont passés, hélas! où l'atmosphère chrétienne du foyer et les directions de l'Église suffisaient à préserver l'ouvrier canadien-français des influences dangereuses.

La plupart de nos villes offrent à nos travailleurs, aux jeunes surtout, maintes occasions de s'éloigner du droit chemin. Il faut les encadrer, les soutenir, les fortifier. Rien comme l'association. L'union fait la force. Surtout lorsque cette union est à base surnaturelle. Nous devons donc redoubler d'efforts pour enrôler dans des associations confessionnelles nos ouvriers et ouvrières de tout âge.

C'est chez moi une vieille conviction que l'expérience affermit de jour en jour: le syndicalisme catholique constitue une des digues les plus puissantes que notre pays puisse dresser contre le communisme. Les patrons pro-

testants eux-mêmes le reconnaissent. Les chefs révolutionnaires aussi.

Non seulement on y combat directement les théories bolchevistes, on y enseigne au travailleur la doctrine chrétienne, on fortifie son attachement à l'Église et à l'ordre social, mais, en outre, par leurs œuvres économiques: coopératives, mutuelles, caisses populaires, par les ententes qu'ils concluent avec les patrons, par les mesures législatives qu'ils réussissent à faire voter, ces groupements améliorent le sort de la classe ouvrière, ils rendent son existence moins dure, plus humaine, et contribuent par là à faire disparaître ce ferment d'anarchie qui naît de la misère.

Nous devons donc encourager les syndicats catholiques, seconder activement leur propagande.

Une question cependant se pose ici, qu'on ne peut éluder. En cette époque difficile pour la classe ouvrière, où tant d'éléments conspirent pour l'arracher au parti de l'ordre, ces syndicats suffiront-ils à sa sauvegarde? En d'autres termes, peuvent-ils, à eux seuls, grouper la masse de nos travailleurs et les protéger efficacement contre les maux qui les menacent?

En toute sincérité, et malgré la haute confiance que j'ai en eux, je ne le crois pas. Un bon nombre d'ouvriers que n'intéresse guère le but économique des syndicats, ou qui nourrissent des préjugés à leur égard, demeureront en dehors de leurs cadres. Ils veulent cependant se grouper entre eux, s'unir, pour causer de leurs intérêts, faire respecter leurs droits, suivre de près la chose publique, etc. Les laisserons-nous s'en aller vers les clubs de la C. C. F. ou les centres communistes? Non, si c'est possible.

Ne serait-il pas alors opportun d'établir dans nos principales villes, à côté des syndicats, des cercles ouvriers paroissiaux, c'est-à-dire des clubs catholiques où employés, ouvriers, journaliers, chômeurs d'une même paroisse ou

d'un même quartier pourraient se rencontrer, sous une sage et ferme direction, pour causer, lire, se récréer, s'instruire ? Sans ces havres paroissiaux, un bon nombre, je le crains, seront entraînés par le courant vers les salles révolutionnaires.

Du rapport cité plus haut sur le mouvement communiste à Toronto, retenons cet autre extrait:

« Il existe dans cette ville des milliers de chômeurs dont beaucoup de catholiques. Qui s'occupe d'eux ? Qui leur donne les conseils dont ils ont besoin ? Vous me direz: ils peuvent manger, se loger, se chauffer, s'habiller, que leur faut-il de plus ? Mais depuis quand l'homme vit-il de pain seulement ? Que donnons-nous à nos chômeurs en fait d'activités récréatives, intellectuelles, spirituelles, sportives ? Où sont nos salles de lecture ? Sur ces hommes et ces femmes, avides et ardents, dont les bras sont forcément inactifs, le temps pèse lourd.

« Les communistes, par contre, sont bien organisés. Dix salles au moins, dans Toronto, leur servent de lieu de réunion pour toutes les nationalités. Chacune de ces salles est une fourmilière d'activité. Je suis demeuré dans l'une d'elles de neuf heures du matin à minuit. On y fait du sport, on y enseigne l'anglais ou d'autres matières, on y discute politique et religion. On y exerce des pièces récréatives, on y prépare des concerts qui rendent les soirées agréables, on y donne des conférences, on y danse. Le seul endroit où un chômeur catholique puisse aller est une salle communiste. »

La situation, certes, n'est pas aussi mauvaise dans les villes de notre province. A Montréal, par exemple, il existe déjà plusieurs associations ou clubs ouvriers dont la plupart sont animés d'un bon esprit. On s'y réunit pour causer, se divertir, entendre discuter les questions du jour. De l'aveu des autorités municipales, ces réunions ont contribué à protéger les travailleurs contre la propagande

[254-255]

communiste. Il resterait à leur assurer une direction morale qui les préserverait de toute poussée démagogique ou socialiste, toujours possible en ces périodes de crise. La Fédération des Ouvriers du Canada, qui groupe un grand nombre de cercles, vient de demander et d'obtenir l'aide d'aumôniers locaux [1].

Aider l'ouvrier

L'aider matériellement, l'aider moralement.

La crise économique n'est pas finie. Plusieurs, en tout cas, ne s'en relèveront pas. Et c'est sur cette situation que compte principalement l'ennemi pour faire son œuvre. Pie XI a dénoncé énergiquement cette tactique dans son encyclique *Caritate Christi*. Mais la faim est mauvaise conseillère. Il n'est pas d'ailleurs tolérable que dans une province comme la nôtre, avec nos paroisses bien organisées et nos œuvres nombreuses, des catholiques que l'infortune assaille ne puissent trouver chez leur coreligionnaires l'aide dont ils ont besoin.

Ce rôle d'assistance, il revient d'abord à notre admirable Société Saint-Vincent-de-Paul. Personne n'ignore avec quel dévouement elle le remplit. S. Exc. Mgr Gauthier lui a rendu le témoignage d'avoir sauvé la situation à Montréal alors que la crise battait son plein. Et S. Ém. le cardinal Villeneuve lui consacrait tout récemment une lettre élogieuse. La Société est bien déterminée à poursuivre sa tâche. Encore lui faut-il les hommes nécessaires. Avec l'établissement des secours directs, trop de catholiques croient que le rôle de la Saint-Vincent-de-Paul se

1. Dans une lettre récente, l'épiscopat autrichien insiste sur le rôle important que les associations ouvrières catholiques peuvent jouer à côté des syndicats. « Si ces associations n'existaient pas encore, déclarent les évêques, il serait aujourd'hui plus que jamais nécessaire de les créer avec, comme objectif, de faire œuvre de formation religieuse et culturelle et de répandre l'esprit chrétien dans les milieux des travailleurs de l'industrie moderne. » C'est la tâche qu'ont accomplie en Allemagne les « Katholische Gesellen Verein » fondés par l'abbé Kolping.

réduit maintenant à peu de chose et qu'ils dépenseront plus efficacement leurs énergies dans d'autres sociétés. Erreur désastreuse, si elle se généralisait.

Plus que jamais, cette œuvre si bienfaisante est indispensable. Outre l'aide matérielle qui s'impose comme autrefois, elle apporte ce que ne peuvent donner les meilleurs fonctionnaires, l'aide morale. Or, cette aide morale, combien de familles en ont besoin! Que de défaillances elle peut prévenir! Que de catastropes elle fera éviter!

A cette assistance d'autres sociétés peuvent aussi participer. Les hommes qui, dans chaque paroisse, subissent, de façon directe ou indirecte, les assauts du communisme, qui sont travaillés par ses idées, qui s'écartent de l'Église, il ne faut pas les abandonner. Ils ont besoin d'être aidés moralement. La Société Saint-Vincent-de-Paul ne s'occupe que des indigents. Des associations, comme les Ligues du Sacré-Cœur dont les chefs de groupe couvrent toute une paroïsse, les Ligues de Retraitants, le Tiers-Ordre, la Ligue catholique féminine, etc., devraient pouvoir repérer ces malheureux, les approcher, essayer de les ramener dans le bon chemin. Apostolat individuel, personnel, que quelques âmes dévouées exercent déjà avec succès. Il faudrait le généraliser, l'établir sur des bases solides, le confier à des associations aptes à l'entreprendre efficacement.

Toute cette action, d'ailleurs, dont je viens d'esquisser les grandes lignes, ne donnera pleinement ses fruits que si elle est fortement organisée, si elle relève dans chaque milieu d'une direction centrale, qui sache coordonner les efforts, ne négliger aucun détail, orienter les énergies vers les points les plus exposés. C'est le rôle du comité d'Action catholique. Qu'il évolue dans une simple paroisse, où une grande ville, ou tout un diocèse, il doit être le puissant moteur dont chaque œuvre reçoit l'impulsion et que met en branle la volonté vigilante du chef spirituel.

[254-255]

Apostolat des étrangers

C'est ici le lieu de dire un mot des étrangers. Je les ai mis à part parce que l'apostolat à exercer auprès d'eux diffère de celui que réclament nos ouvriers et qu'il vient nécessairement après. Une charité bien comprise nous fait un devoir d'aider d'abord les nôtres.

Mais nous devons aussi faire quelque chose pour ces hommes. Nos propres intérêts l'exigent, puisque par répercussion nous nous ressentirons de leur situation matérielle et morale.

La plupart de ces groupements — italiens, ukraniens, polonais, allemands, hongrois — contiennent des catholiques. C'est vers eux qu'il faut aller, par eux qu'il faut essayer de neutraliser les éléments révolutionnaires qui s'agitent dans leurs rangs. En faire des ferments d'ordre, des apôtres qui agiront dans leurs milieux, telle me paraît la vraie tactique, appuyée sur la raison et conforme aux directives de Rome sur l'apostolat spécialisé.

Faudrait-il créer un organisme qui s'occuperait spécialement de cette œuvre, qui se tiendrait en contact avec les curés ou les chefs laïcs des groupements étrangers, qui verrait à former parmi eux l'élite désirée et à la guider au milieu des problèmes difficiles que présente la situation actuelle ? ou se contenter simplement d'intéresser quelques-unes de nos sociétés à tel groupement particulier ? Je ne veux pas résoudre actuellement cette question. Elle relève d'ailleurs d'autorités plus hautes. Quoi qu'il en soit, cette aide aux étrangers s'impose impérieusement. C'est une des clefs de la situation dans notre province, à Montréal en particulier. Elle exige une attention immédiate et sérieuse [1].

---

1. Nous espérons publier bientôt une brochure consacrée spécialement à cette question.

3. — Action individuelle

Action de l'État, action des associations, action enfin de l'individu.

Quelques mots seulement de ce dernier moyen. Non qu'il ne soit pas important, mais d'abord cette action est comprise en partie dans la précédente, puisque c'est d'individus que se composent les associations; puis, envisagée sous son angle spécial, elle se ramène à une attitude, à une façon d'agir qui se caractérise rapidement.

Devoir social

S. Exc. Mgr Gauthier, dans une lettre mémorable publiée le 11 janvier 1931 et consacrée à la menace communiste, indiquait en terminant, comme grand remède, l'accomplissement par les catholiques de leurs devoirs: devoir religieux et devoir social. Donnez l'exemple, écrivait-il, remplissez avec courage et fidélité ce double devoir, « c'est le moyen de paralyser efficacement la propagande des idées malsaines ».

Qu'il y ait des catholiques qui fassent le jeu des communistes, qui par manquement à leurs obligations, au devoir social surtout, donnent des armes aux ennemis de l'Église, on ne peut malheureusement le nier. Le Pape lui-même dénonce ce scandale dans son encyclique *Quadragesimo Anno:*

« C'est une chose bien lamentable, vénérables Frères, qu'il y ait eu, qu'il y ait même, hélas! encore des hommes qui, tout en se disant catholiques, ne craignent pas d'opprimer les travailleurs par esprit de lucre. Bien plus, il en est qui abusent de la religion elle-même, cherchant à couvrir de son nom leurs injustes exactions, pour écarter les réclamations pleinement justifiées de leurs ouvriers. Nous ne cesserons jamais de stigmatiser une pareille conduite; ce sont ces hommes qui sont cause que l'Église,

sans l'avoir en rien mérité, a pu avoir l'air et s'est vue accusée de prendre le parti des riches et de n'avoir aucun sentiment de pitié pour les besoins et les peines de ceux qui se trouvent déshérités de leur part de bien-être en cette vie. »

Ces reproches, il ne faudrait pas croire qu'ils ne s'adressent qu'à des catholiques d'autres pays. « Je crains que chez nos catholiques, continue Mgr Gauthier, le sens social ne soit qu'à peine né. Je veux dire par là que nous nous soucions peu, une fois remplis nos devoirs vis-à-vis de Dieu et de nous-mêmes, des obligations qui nous rattachent encore à nos frères et à la société au sein de laquelle nous vivons. »

Il est bien beau, en effet, de demander à l'État d'empêcher par des lois les fraudes et les abus du capitalisme. Mais n'est-ce pas d'abord des individus que ce désordre relève, en eux qu'il a sa source ? « Le bien ou le mal, a écrit Lucien Romier, n'est pas dans les choses. Il est dans les hommes. » C'est parce que les consciences fléchissent que l'État se trouve forcé d'intervenir [1].

Peu de catholiques, je veux bien le croire, sont coupables de ces grandes fautes que Pie XI, dans son encyclique, reproche si vivement aux magnats de la finance, mais n'ont-ils rien à réformer sur le terrain plus étroit où s'exercent leurs activités ? Est-ce que la plupart ne recherchent pas avant tout, dans leurs entreprises, les gros profits dût la masse en souffrir ? Donnent-ils à leurs em-

---

1. Écoutons encore ici le témoignage de Pie XI : « La déchristianisation de la vie sociale et économique et sa conséquence, l'apostasie des masses laborieuses, résultent des affections désordonnées de l'âme, triste suite du péché originel qui, ayant détruit l'harmonieux équilibre des facultés, dispose les hommes à l'entraînement facile des passions mauvaises et les incite violemment à mettre les biens périssables de ce monde au-dessus des biens durables de l'ordre surnaturel. De là cette soif insatiable des richesses et des biens temporels qui, de tout temps sans doute, a poussé l'homme à violer la loi de Dieu et à fouler aux pieds les droits du prochain, mais qui, dans le régime économique moderne, expose la fragilité humaine à tomber beaucoup plus fréquemment. » (Encyclique *Quadragesimo Anno.*)

ployés, alors qu'ils le peuvent, des salaires convenables qui leur permettent de vivre, eux et leur famille ? Et surtout ne retardent-ils pas sans raison le paiement de leurs dettes ?

Vivre son catholicisme

En d'autres termes, est-ce la justice sociale et la charité ou l'égoïsme et la cupidité qui inspirent habituellement nos actes ? Vivons-nous la doctrine de l'Évangile ou celle du monde ?

Car, en définitive, c'est bien d'un duel qu'il s'agit. La lutte est engagée entre le catholicisme et le communisme. De la défaite de l'un surgira le triomphe de l'autre. Ou le Christ ou Lénine. Ou Rome ou Moscou.

Mais le catholicisme c'est chacun de nous. Sa vertu repose dans nos âmes comme en un foyer. Allons-nous l'y laisser languir comme une lampe qui s'éteint ou le faire briller comme un phare étincelant ?

« Vous autres qui voyez, disait Claudel parlant à des catholiques, qu'est-ce que vous faites de la lumière ? » Et un député français, Jean Le Cour Grandmaison : « Le seul moyen de restaurer la société, c'est de devenir soi-même un foyer rayonnant de forces spirituelles, ou mieux, pour dire toute ma pensée, des images vivantes de ce Christ qui seul peut sauver le monde. »

Telle est la tâche qui incombe aux catholiques canadiens s'ils veulent préserver leur pays du venin communiste. Sans cette action personnelle, ni celle de l'État ni celle des associations ne seront vraiment efficaces.

Puisse-t-il se trouver au moins une élite pour l'entreprendre. Une élite formée par la pratique des exercices spirituels.

Elle agira comme le levain dans la masse. Elle rechristianisera son milieu. Elle sauvera la société du danger imminent qui la menace.

[254-255]

Appendice

I

Effectifs du Parti communiste canadien en 1933

En juillet 1933, la *Canadian Labor Defense League* (Parti communiste) comptait 16,471 membres inscrits.

MEMBRES PAR DISTRICTS

Nouvelle-Écosse	325
Nouveau-Brunswick	20
Montréal	1,200
Toronto (Sud de l'Ontario)	3,800
Timmins (Nord de l'Ontario)	1,105
Sudbury (Nord-Est de l'Ontario)	300
Port-Arthur (Nord-Ouest de l'Ontario)	1,125
Winnipeg	1,032
Saskatchewan	775
Calgary	3,000
Vancouver	3,437
Membres dispersés	352
	16,471

Ces 16,471 membres représentent un gain de 3,429 membres sur l'année précédente. En réalité, 7,000 nouveaux membres se sont inscrits du mois d'août 1932 au mois de juillet 1933. Mais des circonstances locales ont fait disparaître un certain nombre d'anciens.

[254-255]

MEMBRES PAR NATIONALITÉS

Le tableau suivant indique les progrès faits de 1932 (août) à 1933 (juillet) en sections et en membres, d'après les nationalités.

	1932		1933	
	Sections	Membres	Sections	Membres
Anglais et Internationaux[1]..	86	5,287	154	7,023
Ukraniens..................	40	2,730	36	2,030
Russes.....................	14	582	25	1,093
Hongrois...................	19	1,429	23	1,873
Finlandais.................	35	1,075	38	1,203
Yougoslaves................	10	646	15	815
Lithuaniens................	2	124	4	286
Tchécoslovaques............	3	81	12	622
Polonais...................	6	94	9	321
Scandinaves................	3	94	5	213
Japonais...................	1	40	1	67
Lettons....................	1	40	1	56
Canadiens français.........	2	52	6	220
Italiens...................	1	20	4	182
Juifs......................	2	110	3	320
Allemands..................	..	28	4	147
Diverses nationalités.......	7	610	..	...
	233	13,042	350	16,471

1. Cette section est inscrite ainsi dans le compte rendu du congrès de la C. L. D. L. Rien n'indique ce qu'on entend par Internationaux.

II

Congrès communiste de 1933

DÉLÉGUÉS

Le premier congrès national de la Canadian Labor Defense League s'est tenu à Toronto, du 14 au 17 juillet 1933. De nombreuses organisations affiliées y étaient représentées.

D'après le compte rendu qui fut ensuite publié, 261 délégués étaient présents. Ils se répartissaient ainsi:

District de la Nouvelle-Écosse	2
District de Montréal	27
District de Toronto (Sud de l'Ontario)	183
District de Timmins (Nord de l'Ontario)	5
District de Sudbury (Nord-Est de l'Ontario)	12
District de Port-Arthur (Nord-Ouest de l'Ontario	3
District de Winnipeg	9
District de la Saskatchewan	5
District de Calgary	11
District de Vancouver	3
États-Unis	1
	261

Ces délégués représentaient environ 120,000 membres.

La majorité étaient des chômeurs, 63 appartenaient aux unions internationales, 54 représentaient des groupes de masse (*mass organizations*). Une bonne moitié ne faisaient partie du mouvement que depuis moins de deux ans.

Voici les noms des organisations de masse, telles qu'elles figurent au registre d'inscription: Bulgarian, Mascedonian organizations; W. I. R.; Cheko Slovackian organizations; Jewish Workers organizations; Workers Sports Association; Friends of the Soviet Union; Russian Workers organizations; Polish Workers organizations; Ukranian Workers Mass organizations; German Workers and Farmers organizations; Cooperative Societies, Y. C. L.; Farmers' Unity League; Workers' Exservicemens' League; Finnish Society; Womens' Labor Leagues; Jugo Slav Workers organizations; Hungarian Workers organizations; Lithuanian Workers organizations; Icor; Italian Anti-Fascist Clubs; Labor League Children's Camp; National Committee of Unemployed Councils; 12 independent unemployed workers organizations; Progressive Arts Club; Workers'

Unity League; Mine Workers' Union of Canada; Lumber Workers Industrial Union; Montreal Dress Cutters Union; Amalgamated Mine Workers Union of Nova Scotia; Industrial Union of Needle Trades Workers; Domestic Workers Union; AFL and ACCL Building Trades locals; Socialist Party of Ontario; National Children's Council.

CONCLUSIONS

La résolution principale adoptée au congrès s'inspira largement des rapports présentés par Beckie Buhay et A.-E. Smith, secrétaire général de la CLDL.

Nous reproduisons ce document presque en entier et dans son texte original, tel qu'il a paru dans le compte rendu miméographié du congrès, car il fait connaître clairement l'esprit de la Ligue et montre bien quel but elle poursuit.

1. The Rise of Working Class Struggle and the Growth of Capitalist Terror

The first representative National Convention of the Canadian Labor Defense League is meeting when the working masses of Canada are being more and more aroused against the brutal policies of the Canadian employers and state authorities, who strive with might and main to inflict all the burdens, and consequences of the economic crisis upon them. During the four years of the crisis, in their efforts to carry through their starvation, wage-cutting attacks, the bosses and the governments have resorted to brutal terror, already manifesting fascist tendencies, as a means to hinder and crush the workers' resistance. Typical of the attitude of the Bennett government is the Iron Heel speech of Premier Bennett, made last year. During the last year, particularly, however, the working people of Canada have valiantly fought to defend their hard-won economic and political rights.

The unemployed army has now reached one and a quarter millions, the workers wages have been reduced by about 50% while the prices of commodities have risen. At the same time the majority of the farmers are in destitute circumstances.

Under these conditions the workers and poor farmers have shown a stubborn militancy that has expressed itself in many successful and partially successful strike struggles and hunger marches. To mention a few of these: Anyox and Princeton miners and metal workers in B. C.; Winnipeg, Montreal and Toronto needle trades workers; Thunder Bay and B. C. Lumber workers; textile workers,

dockers and others. A whole series of hunger marches and jobless relief strikes in city and county have broken out, the Calgary relief strike being a splendid example of mass united front activity. Farmers' hunger marches and struggles against foreclosures and the many successful fights against evictions are testimony to the determined resistance of city and rural masses. New important sections of workers are participating, for example, in the French-Canadian areas, in New Brunswick, in former strongholds of reactionary Ontario Conservatism (renewed and partially successful free speech struggle in Toronto).

Apprehensive of this fighting spirit of the workers and the growth of their movement, the capitalist state increases the frequency and severity of its repressions. Since 1931, we have witnessed the loss, one by one, of many rights of the workers. This has expressed itself most prominently in the use of Section 98, under which Tim Buck and his seven comrades were railroaded to Kingston penitentiary for five years and the Communist Party was outlawed, in the recent outrageous frame-up against Tim Buck in an attempt to stem the great mass campaign developed by the CLDL against Section 98...

During 1932, 839 arrests took place. During the first six months of 1933, over 499 arrests have taken place. Charges against strikers are constantly becoming more serious, manslaughter, attempted murder, inciting to riot, unlawful assembly, sedition, etc.

Particularly severe is the terror against the unemployed workers who are being forced into militarist camps constantly threatened and attacked by the vagrancy laws, restricted in their movements, at the mercy of every railroad policeman, every slave camp boss, every police officer and stool pigeon, deprived of their civil rights; subjected to terrorization at the least attempt to organize or resist starvation...

2. Growth of the Movement Against Capitalist Repression and Persecution

This Convention greets the growing unity of the workers and of their organizations which have helped the CLDL to create a broad united front against capitalist repression and persecution, and particularly against Section 98. From many of the rank and file of the local unions, trades and labor councils and union organizations, labor parties and CCF clubs, there has been a growing response to the calls of the defense movement. These have shown a willingness to enter into united front action, despite, in many instances,

[254-255]

opposition from their leaders, this is evident in events such as the nation wide mass campaign against Section 98 and the Tim Buck frame-up, the Calgary relief strike, the Edmonton prison reform conference, the Toronto May Day and anti-fascist conferences and the defense of the Saskatoon unemployed workers.

The Canadian Labor Defense League, which has been built up by the Canadian workers and toilers as their broad mass defense organization against capitalist class "justice" has had the tremendous tasks of seizing hold of thousands of cases where workers and farmers have been victims to the brutal attacks of the ruling class.

From tiny groups, organized to defend the Drumheller miners in 1925 strike, the CLDL had grown to a nation-wide organization which had initiated and developed great united front struggles around many cases, preventing many frame-ups and arousing a wide sentiment of resentment and opposition to Section 98, deportations and all anti-labor laws.

An outstanding achievement is the huge protest movement against Section 98, for the release of the Communist leaders and the legality of the Communist Party, against the frame-up on Tim Buck. This tremendous protest has drawn in hundreds of thousands of individuals from shops, from the unemployed, unions, farmers, middle classes, churches, etc. The fact that Section 98 will serve as one of the major issues in the coming elections is due to the wide sentiment of resentment developed by the CLDL.

Since the raids and arrests under Section 98 in 1931, the CLDL distributed some 5,000,000 pieces of literature (pamphlets, manifestos, etc.) nearly 2,000,000 of which have been issued since January of this year. On the case of The Eight, three pamphlets and one book were printed, with a circulation of 60,000 copies. Thousands of protest demonstrations and meetings were held, united front conferences embracing hundreds of thousands were organized from coast to coast, and numerous delegations went to Ottawa, provincial and city governments. During the last six months, this campaign has been intensified under the slogan of "Smash the Frame-Up on Tim Buck" and for political rights of class war prisoners. 400 demonstrations and mass meetings were held during this period. Three united front delegations went to Ottawa on these demands; the February 1933 delegation, with a nation-wide petition of endorsations and signatures amounting to 200,000 from 814 cities and towns; the May 5th delegation, demanding immediate improvements and a public enquiry into Kingston penitentiary; and the June 20th delegation, an Ontario delegation with 50,000

Ontario endorsations and backed up by 50,000 protest postcards. The Minister of Justice grudgingly admitted that the CLDL had managed to build up a huge protest movement withe even the churches committing themselves against Section 98.

Some of the outstanding achievements in our recent work have been: Many Section 98 charges have been dropped due to the tremendous massprotest (St. Catharines, Port Colborne, Montreal, Edmonton, etc.). Bail was forced in the Evans case after it had been refused for a lengthy period. The defense march to Vernon compelled the discharge of a hand picked jury and the postponment of the Evans trial. The Malone frame-up and deportation attempt were smashed. Tremendous mass indignation was aroused against the Zynchuk murder in Montreal. We forced the dropping of the attempted murder charge in the Korope case (to a lesser charge) with the result that CLDL groups were set up in the forced labor camps.

Our protest in the Grabowski murder compelled the government to charge the police officer with manslaughter. Through this we gained much support from the Thunder Bay District unions and among the workers in the Hornepayne District. We stopped many deportations in B.C., Estevan, etc., and forced the freeing of a number of Anyox strikers. The campaign against the Tim Buck frame-up resulted in an open trial and small concessions for all prisoners in Kingston. The Edmonton prison reform conference brought a number of small concessions in Fort Saskatchewan jail. In Oshawa our appeal and mass action against conviction of relief camp strikers were successful. In the Saskatoon relief strike trials, the charge of murder was dropped through out mass protest and the Saskatoon Trades and Labor Council was brought into the struggle for free speech. We were successful in beating back the attack on the North Battleford jobless and setting up a branch there. The sympathy gained is shown through many letters of appreciation from trade unions and unemployed, even from what might be considered conservative labor organizations and from workers' exservicemens leagues. Self-defense in the courts has been popularized through such fine examples as the case of Annie Buller, Tim Buck, H. Murphy and several B.C. trials. Our protests in the local struggle has won partial success in the Toronto free speech fight against the police brutality in the Mrs. Lenuz and other cases.

During the last two years there has been consistent relief to class war prisoners and their families. Our campaign for the Arborg farmers prevented actual prison sentences. Likewise the cases

against the 43 Toronto jobless raided in their meeting were dismissed through our activity. Of outstanding importance an example of correct united front activity was the anti-fascist strike of a number of leading unions supporting a demonstration of 25,000 workers of Toronto on July 11th. In the Kirkland Lake strike we were able to prevent deportation and reachelements under fascist domination.

Considerable support has been developed around our activity in the Mooney, Scottsboro cases, anti-Hitler campaign and campaigns against white terror in West Ukraine, Poland, Hungary and Bulgaria, and through international defense committees (patronati). Considerable sums of money have been sent to the class war prisoners of European countries (over $2,000).

Since the last session of the NEC of the CLDL, the CLDL has increased its membership from 13,000 to approximately 17,000 individual members and its branches from 233 to 350. According to financial reports at the National Office, the dues paying membership for the six months of 1933 averages 8,000 per month compared to 4,000 of last year. Most of the new members gained have been among the Anglo-Saxon and some 200 French Canadians (6 branches). Since January 1933, 4,226 new members came into the organization according to initiation stamps payments. More of the leading elements of the districts now are Anglo-Saxons. Since January there has been a gain of 30 branches of poor farmers, mostly in Alberta and Saskatchewan. Great improvements have been registered in the Alberta and Saskatchewan districts and for the first time a branch has been set up in New Brunswick. About 200 new women members have been recruited and over 50 patronati committees were set up among the various national groups.

The delegation to the World Congress carried through a number of tours and meetings, popularizing the Congress and the Soviet Union. There were also many meetings of the branches and the districts to popularize the Congress decisions. Since March, 10 District Conventions of the CLDL have been held and about 15 City Conferences, in preparation for the National Convention and 10,000 copies of Report on IRA Congress were sold.

The CLDL has taken an active part in the campaign against war, for the defense of the USSR and in the economic and unemployed struggles of the workers. One of the outstanding examples of this was our participation in the Workers' Economic Conference.

These achievements and successes have been made possible through the heroic struggles and by the members of our organiza-

tion, their tireless daily work, the support of the workers generally and their organizations, trade unions, cultural societies, clubs, unemployed, etc. It has been made possible through the general correct line of the NEC with the aid and direction of the International Red Aid and particularly in the recent period, through the World Congress of the IRA. The DCC's and LDC's have improved their work and developed new cadres of workers.

3. Outstanding Shortcomings in Our Work

It would, however, be a mistake to think that the CLDL and the workers of Canada have given adequate replies to the unceasing attacks. Our achievements are noteworthy, but our organization did not fully cope with the tasks with which the situation confronted us. The increasing attacks of the capitalist class, the perspectives of greater repressions and persecutions as the crisis deepens make it imperative that we critically analyse the outstanding shortcomings in our organization and overcome them in order to become a truly powerful defense mass organization of the Canadian working class.

What have been our main shortcomings? What has stood in the way of our more rapid growth in membership and influence? In the main, we can hold the following responsible: Our failure to place our program, our demands, what we stand for, before the workers in a manner they will clearly understand, in a manner they will accept and respond to, in a manner that will truly show what we strive for, that will break down prejudice, wrong views, confusion and opposition and that will open and clear the way for united front action jointly with us on the part of even the most backward sections of workers. We have not sufficiently clearly shown the defense character of our work. Often our demands are not understood because we have not connected up our general issues with local, immediate issues. Secondly, our failure to develop our branches as basic parts of the organization, to assign to them clear, immediate daily defense tasks that they can carry out, to overcome loose methods of work, to carry on interesting educational work, and to generally brighten up the life of our organization.

In failing to present our program correctly to the workers we have not understood how to properly apply methods of the united front. We have understood united front almost wholly in terms of conferences. Whilst these conferences have done good work, they have in many instances become a substitute for day to day activity in shops, unions, and among the masses generally, and the work of

the DCC's and LDC's and branches, instead of being strengthened, was sometimes weakened. Very few shop groups or initiative groups in unions resulted from our united front activity. In some cases, our approach to new sections of workers or more backward workers, was such that instead of convincing them of our program with reasoned arguments, we tried to control the conferences mechanically.

We insufficiently developed our role as a defense organization and usurped the role of other revolutionary organizations, putting forward slogans that were not really defense slogans (for instance, "Demand the resignation of the Bennett Government"), instead of organizing our struggles on the immediate defense issues, we used mainly the general revolutionary issues. The NEC issued a united front call in May, to the executives of all labor and farmer organizations calling for concrete united front actions against the Tim Buck frame-up, however, this important call was not sufficiently understood and was not sufficiently followed up by concrete consistent daily activity in unions, CCF clubs and farmers organizations, on the basis of the burning local, national, and international issues that confront the Canadian working class. We did not sufficiently acquaint the membership of these organizations with the reply of a number of their leaders who stood in the way of united front activity or ignored it. When we attacked certain individuals for their sabotage of the struggle against the terror, we did not expose their actions in a detailed way. For instance, in the case of Brownlee, whose organization is affiliated with the CCF, we failed sufficiently to show up Brownlee by his specific actions as a jailer of militant workers, even of members of the CCF (Calgary relief strike).

The enlarged NEC meeting laid down plans of concentration work, etc., which would have, if they had been fully carried out, made a decisive break with our past methods and looseness in the organization, and would have brought us much nearer to the workers in the shops and unions and to the farmers. On the whole these plans and taks were not carried out properly. The branches were not given the attention required to make them living defense bodies and to develop initiative and leadership. This to some degree is responsible for the large fluctuation in membership.

"Bulletin leadership" took the place in most cases as a substitute for direct leadership and personal contact, and proper functioning departments and executives were not built up. Branch life is still far from satisfactory. Few branches understand their role as the basic unit of the CLDL which defend workers in their localities

and which concentrate on a given shop and neighborhood. Instructions from above are still a big barrier to the development of branch life and leadership.

There is still a tendency in some quarters to regard the CLDL as separate and apart from the economic struggles, instead of linking these up thoroughly with the defense work of the branches. In the participation in strikes and unemployed struggles, we have not always brought forward clearly our defense identity or worked out correct defense slogans or activities in relation to these struggles. In some places our identity as a defense organization has been covered up by the fact that CLDL branches called strikes or organized unemployed councils, and did not understand that whilst they must participate actively, this is not their role.

We failed to properly utilize issues before the public, such as the Toronto "Draper-Dorland" Henry scandals, which could effectively be used to expose the corruption of the terror regime. In the agitation, we have not sufficiently brought out the background of certain cases. Regarding Section 98, for instance, we have not properly shown its relation to the conditions of the workers in specific localities. We have not popularized enough the human factors and conditions connected with persecution of certain workers. In some cases, a certain "left" approach has made us feel that we do not have to bother with what we contemptuously denounce as "humanitarianism". This is wrong and in this we fail to grasp the imagination of the workers on matters that are of greatest interest to their daily lives. Often, because we feel we are "advanced", "people on a higher level", etc., we do not take into account the moods, sentiments, and traditions of the workers, and arguing that they are "bad" traditions, we therefore, either ignore them or evoke resentment through tactless sneering at these traditions. For instance, many workers still believe in "British justice" and "Democratic rights". We should make effective use of demands on these very questions, thus drawing the workers into the struggle against the terror.

The above has resulted in our ignoring of the sentiment of the masses and often in foisting demands upon the workers that they do not understand. We mustn't blame the workers for our inability to give proper leadership. On the contrary, we must adapt our leadership to the needs of the masses. Through separation from the workers in the shops and organizations, looseness, this has been to a large degree responsible for the present financial crisis in the centre.

[254-255]

4. Our Tasks

The CLDL and the Canadian workers are faced with the struggle on these immediate issues in the field of defense work:

The fight against anti-labor laws,—Section 98, sedition laws, deportation and vagrancy laws, etc. The fight for freedom of speech, assemblage, organization and press; defense of the right to strike and picket and defense of the unemployed workers in their struggle against forced labor and starvation; defense of workers against brutalities of RCMP, local and provincial police, railroad police and spies; exposure of persecution and arrest of destitute workers for petty thefts and relief "fraud", as class "justice", special, improved treatment of workers jailed for political reasons and working class activities; right of public investigation into prisons and penitentiaries where class war prisoners are jailed; exposure and combatting of frame-up attacks on workers; protection of foreign born workers from persecution, deportation or any discrimination (relief, etc.); demand for maintenance by state of class war prisoners' dependents, and pending that, provisions of relief by CLDL to class was prisoners and dependents; the demand that the blockade by the customs against entry of labor and radical literature be lifted; defense of every worker, regardless of creed, sex, race, color, religion, political beliefs, arrested for activity on behalf of the working class; united front against political reaction and fascist tendencies in Canada, against imperialist war; for the right of asylum for political refugees and against deportation; for the legality of all workers' organizations, including the Communist Party; for release of all class war prisoners; for the organization of solidarity, campaign to support the victims of the fascists dictatorships and the white terror in other capitalist countries and imperialist colonies (El Salvador).

The National Convention must take immediate steps to overcome the main weaknesses in the CLDL and to give direct leadership to the districts and branches to develop the broadest united front among the workers on the above issues, keeping the struggle against Section 98 and against fascism to the force. This must be immediately interpreted through bringing to a higher level the fight against the Tim Buck frame-up, for the release of the Kingston eight and for the smashing of the Section 98 prosecution of Joe Derry and Arthur Evans.

In developing the united front of the workers, on the basis of a more popular approach to their problems and needs, we must

bear the following in mind: United front calls should be issued by the NEC and locally for specific united front actions on special issues (Tim Buck frame-up, etc.), which at the same time are connected with local defense problems of the workers. This does not mean that United Front conferences should be called every few weeks, but only on special important issues, after thorough preparations, visits to unions and other farmer and labor bodies, mass popularization of the issue, personal contact with the workers we strive to reach through canvassing house to house, shop meetings, neighborhood rallies, etc., and tireless, daily work among the workers and their organizations.

We must acquaint (through convincing facts) the rank and file of the workers through every medium possible on the results of the united front call, the attitude of their leaders who oppose or sabotage the united front, and the consistent desire on our part for the united front. (The branch members, and not simply the representatives of DCC's, must be the ones to carry out the united front.) Branch members in unions, labor clubs, CCF clubs, farmers organizations, etc., must set up initiative groups in these organizations and even try to win over churches and workers from the church to lay the basis for united front activity and for building the CLDL.

In all activities, whether united front or independent work, the CLDL identity as a defense organization, with its defense program, must be brought to the fore. In anti-imperialist-war struggles, in the struggle to defend the USSR, in the economic and unemployed struggles, the CLDL takes part, as a defense organization, raising its special defense slogans. For instance, in anti-war work in B.C., the relation between the especially severe terror, the war industries, the attack on the right to strike in these industries, etc., must be shown, and our role explained on the basis of immediate issues (Evans case, Anyox; Ronald Stewart). We must make sure that our slogans, activity, propaganda, do not give workers wrong impressions which make them confuse us with other organizations.

The CLDL must play a positive role in the preparation of strike struggles. It must wherever possible have a representative upon the strike committee. It must work out a concrete program for defense to be laid before the workers before the struggle begins. It must make personal contact with the wives and families of those about to strike and describe for them the role of the CLDL as a defense organization. These workers families must be drawn into defense activities. The prospective strikers must be made to

see that the CLDL is not some outside organization but is their organization and must be built and supported by them.

The branch, to carry out these tasks and to become a factor in the life of the masses in its area, must undertake definite defense activities, in its locality,—arrangement of bail, cooperating with DCC for legal defense, initiation of defense campaigns on given cases. The branch members should be active in strike, evictions and jobless struggles through issuing leaflets, making banners and providing speakers, in support of the struggles. CLDL branches should organize meetings in their area and become known among the workers of the street or shop. If possible even opening up small offices for their section of the city, setting up defense corners in halls, co-op stores, etc. Under no circumstances should the CLDL be turned over night into a strike committee, eviction committee, etc., or assume the leadership of such struggles. The form of support to the above mentioned struggles must be in the offering of assistance to the organizations of workers conducting these struggles. Such assistance as the setting up of defense committees, picketing strikes and evictions, etc., these committees with the exception of the defense committee to work under the direction and guidance of the organization conducting the struggle. In the giving of such assistance it must be made known to the workers involved in the struggle that the CLDL is helping and will always support the fight for the every day demands of the workers.

The branch must carry on regular defense educational activity, and promote its membership to executive and higher positions.

The DCC shall, in its plan of work, set up at least one shop group and a number of initiative groups in unions, charging leading comrades with carrying through its tasks. Plans shall be worked out by the DCC together with branch representatives.

In general, our organization and its forms must become more flexible, so that every possible opportunity will be given workers to enter its ranks. Where CLDL branches cannot as yet be set up, we can set up CLDL or supporters' clubs for special purposes, —say, a relief club, dramatic club, student's club, or any form of organization (approved by the NEC) which will bring workers, farmers, intellectuals, or even middle class sympathizers into our movement.

The following shall be set aside for special meetings, demonstrations, campaigns of the CLDL:

Anti-Fascist solidarity week—July 15 to August 15; August 22nd, Sacco-Vanzetti Day (International Day); November 13,

second anniversary of sentence and conviction of The Eight, we suggest for the convening of a National Congress for Repeal of Section 98. The CLDL as a defense organization, with its defense slogans, shall take part in the August 4th anti-war day, and the September 4th national unemployed congress.

Serious steps shall be taken to improve patronati work, work among women education for self-defense in the courts, the proper functioning of relief and patronage work, language work, etc. The Joe Derry case shall be utilized for the setting up of youth committees and for the building of "Young Friends of the CLDL". A serious attempt shall be made to revive the French Canadian bureau and to use *La Vie Ouvrière* to popularize the CLDL among French Canadians.

The anti-fascist solidarity week campaign shall be used to the utmost to develop a mass movement against Hitler to raise financial relief for the victims of Hitler's terror and to win the masses from fascist organizations.

Everything must be done to develop the united front of the foreign born workers on as broad a basis as possible on the issue of deportation linking them together with the native born. Each District together with the branches shall work out systematic two month plans of work on the basis of the outlined tasks. The objective during the coming period shall be an individual membership of 25 000 and an affiliated membership of 40,000.

Now, more than ever before, with the outlook of growing terror internationally and in Canada, and with the threat of war against the USSR, with the fascist attacks on the international working class, is it necessary to strengthen our movement, consolidate our ranks, root out our weaknesses, and in the light of the decisions of the International Red Aid Congress, build the solidarity of the Canadian masses with their brothers throughout the world, making the Canadian defense movement a powerful link in the world-wide defense chain.

III

Journaux communistes publiés au Canada

The Worker, Toronto, hebdomadaire.

The Canadian Labour Defender, Toronto, mensuel.

The Voice of Labour, Winnipeg.

Kanadsky Gudok (russe), Winnipeg, hebdomadaire.

Soviet Russia To-day, Toronto, mensuel.

The Nova Scotia Miner, Glace Bay, hebdomadaire.

The Young Worker, Toronto, hebdomadaire.

Always Ready, Toronto, mensuel.

Der Kamf (juif), Toronto, hebdomadaire.

Borba (yougoslave), Toronto, tous les cinq jours.

Kanadai Magyar Munkas (hongrois), Winnipeg, hebdomadaire.

The Farmers' Life (ukranien), Winnipeg, hebdomadaire.

Glos Pracy (polonais), Toronto, hebdomadaire.

Robotnicki Slovo (tchéco-slovaque), Toronto, irrégulier.

Deutsche Arbeiter Zeitung (allemand), Winnipeg, irrégulier.

Frihet (scandinave), Winnipeg, bi-mensuel.

The Working Women (ukranien), Winnipeg, mensuel.

The Lithuanian Worker (lithuanien), Toronto, bi-mensuel.

Ukranian Labour News (ukranien), Winnipeg, trois fois par mois.

Vapaus (finlandais), Sudbury, cinq fois par semaine.

The Kink-up, Vancouver, mensuel.

Workers' Unity, Toronto, mensuel.

The Furrow, Saskatoon.

Clarté (français), Montréal, bi-mensuel.

Youth Organizer, (anglais), Montréal, irrégulier.

Voice of the Nickel Youth, (anglais), Sudbury, irrégulier.

IV

La propagande à l'usine et la jeunesse canadienne-française[1]

Jusqu'ici, la Ligue de Montréal a fait peu de progrès dans le recrutement des jeunes ouvriers et étudiants français. Pourquoi? On met de l'avant certaines raisons pour expliquer ces lacunes fondamentales.

1. Les jeunes ouvriers français seraient illettrés, très arriérés, pas du tout sérieux, passant leur temps dans les salles de danse ou de billard;

2. L'Église catholique contrôlerait toutes les sphères d'activité où se meuvent les jeunes ouvriers; et de ce fait la jeunesse ouvrière française constituerait un « problème spécial ».

Mais une tactique communiste prouvera que si ces obstacles rendent notre tâche plus difficile, ils ne donnent pas la raison primordiale pour laquelle a failli jusqu'ici l'organisation de la Young Communist League parmi les jeunes ouvriers canadiens-français.

La « lettre ouverte » de la YCL du Canada est une de celles qu'on devrait vivement adresser à la Ligue de Montréal, et chacun de ses membres devrait en avoir un exemplaire qu'il étudierait soigneusement pour l'appliquer à notre travail quotidien. La lettre déclare, entre autres choses, qu'à Montréal la Ligue a perdu du terrain et demeure stationnaire.

Pourquoi traînons-nous ainsi?

La raison, remarque la lettre, c'est que nous avons méconnu l'importance décisive de la propagande à l'usine et de la conduite des luttes en faveur des réclamations de la jeunesse, comme moyen essentiel d'établir une Ligue communiste pour la masse des jeunes. Dans toute notre organisation et en particulier dans notre direction « *il nous manque une politique ferme dans les fabriques, les usines, et les mines*, etc. »

Nos chefs et nos associés ne sont pas assez pénétrés de cette conviction que c'est en organisant et dirigeant les luttes en faveur des nécessités pressantes des jeunes travailleurs que nous deviendrons les chefs reconnus de la jeunesse ouvrière.

Ce défaut capital a gravement affaibli la Ligue de Montréal et constitue la principale raison pourquoi, dans cette province en particulier, la Ligue n'a pas réussi à établir la YCL parmi la jeunesse

1. Cet article est traduit du *Youth Organizer*, n° 1, janvier 1934, publié à Montréal.

ouvrière en général et spécialement parmi les jeunes travailleurs canadiens-français.

La tâche d'enrôler la jeunesse ouvrière française dans le mouvement révolutionnaire devient pour notre Ligue d'une importance croissante. Le fascisme se révèle de plus en plus puissant dans Québec, de même les autorités se disposent à renverser toutes les organisations militantes telles que les syndicats révolutionnaires déjà établis, les associations culturelles et charitables, etc., qui sont actuellement le pivot de notre mouvement.

La classe moyenne (bourgeoisie) fait tous ses efforts pour embrigader les jeunes travailleurs français dans ses différentes organisations de jeunesse: ACGC, GOC [1], et autres groupements destinés à combattre le Communisme et les Juifs. Elle a aussi enrôlé dans les corps de cadets des milliers de jeunes travailleurs et d'écoliers; elle fait tout son possible pour empêcher la masse des jeunes travailleurs de passer au mouvement révolutionnaire. Voilà pourquoi on a établi deux maisons de refuge pour les chômeurs célibataires: l'une pour les Français, l'autre pour les autres nationalités. Voilà pourquoi, depuis deux mois et presque chaque semaine, le Secrétaire provincial du Québec a parlé dans toute sorte d'assemblées, recommandant à la jeunesse française de ne pas se laisser égarer par la propagande révolutionnaire « et aux jeunes industriels, de respecter la loi et l'ordre ».

La classe des capitalistes discerne très bien ce qu'a d'exaspéré le mécontentement des jeunes ouvriers français qui guettent l'occasion d'améliorer leur situation; aussi s'efforce-t-elle par tous les moyens possibles de les en détourner.

La YCL ne pénétrera la masse des jeunes travailleurs que par un travail constant et toujours plus actif, à l'usine, dans les refuges et à la maison du chômeur célibataire. Dans la lutte qui se livrera, les jeunes ouvriers français jugeront les institutions capitalistes à leur juste valeur, ils discerneront les protecteurs des patrons et du système capitaliste d'avec les vrais ennemis de l'exploitation, de la famine et de la guerre chère aux capitalistes.

La victoire sera la récompense d'un rude et patient travail de tous les jours. Voilà la grande leçon. Et donc, la première étape c'est d'établir un solide contact avec les travailleurs ou les groupes de travailleurs à l'usine. A la manufacture, il faut tirer parti de tout incident, si petit soit-il, pour tourner la sympathie et la solidarité

1. Pour A. C. J. C. et J. O. C., évidemment. (Note des Éditeurs.)

des travailleurs contre la politique et les agissements du patron: diminution des salaires, direction brutale, conditions insalubres d'emploi, injustice dans la distribution du travail, etc.

La Vie Ouvrière pourra être d'une haute utilité. Les membres de la YCL, munis de ce journal français, devraient visiter les foyers des jeunes filles et essayer de les intéresser aux organisations. La même conduite dans les autres domaines. Toutes sortes de méthodes doivent être inventées pour atteindre les jeunes travailleurs canadiens-français d'abord à la manufacture et parmi les chômeurs célibataires.

De tous côtés il y a des ouvriers français. La plus grande nécessité nous presse donc d'accorder plus d'attention à toute la jeunesse canadienne-française: et cela n'aboutira qu'avec plus de travail à l'usine.

La Ligue a en main notre tâche essentielle, qui est d'établir son influence dans les manufactures. Chaque membre de la YCL de Montréal doit donc intensifier sa propagande, à l'usine, y concentrer toutes ses énergies. C'est là le secret qui permettra de conquérir la classe ouvrière de la jeunesse canadienne-française.

La YCL de Montréal, doit aussi répandre littérature, imprimés, etc., devoir qu'elle a criminellement négligé jusqu'à ce jour.

V

Contre la guerre et le fascisme

Il apparaît de plus en plus évident que le mot d'ordre a été donné récemment par les chefs de l'Internationale communiste de tenir compte, là où ils existent, des sentiments religieux de la classe ouvrière, de ne pas les heurter de front comme on le faisait jusqu'ici, de dissimuler même, si c'est nécessaire, les visées sectaires du communisme. Cette consigne a été rappelée au dernier Congrès du Parti communiste canadien.

A cette nouvelle politique se rattache la campagne insidieuse menée activement dans tous les pays « contre la guerre et le fascisme ». Voici ce qu'en disent les *Informations internationales* (février 1935), publiées sous la direction de Mgr Beaupin:

« On signale, de divers côtés, la nouvelle tactique à laquelle ont recours les sans-Dieu pour atteindre l'idée religieuse et, particulièrement, le catholicisme. C'est ainsi qu'en Angleterre, par exemple, les sans-Dieu, s'étant aperçus qu'une attaque directe contre l'idée religieuse était mal accueillie par les masses populaires, s'efforcent maintenant d'entraîner celles-ci, en leur demandant de lutter avec eux « contre le fascisme et la guerre ». Ils ne manquent pas d'ajouter ensuite que les tenants de l'idée religieuse sont aussi ceux du fascisme et de la guerre. C'est ce qu'ils appellent lutter aussi bien contre la forme religieuse que contre la forme fasciste de l'idéologie capitaliste, ou encore préparer le front unique antichrétien et antifasciste.

« L'organe des libres-penseurs anglais, *The Fight*, expose cette tactique de combat dans les termes suivants: « Ce n'est qu'en combinant avec notre propagande fondamentale notre activité contre le fascisme et la guerre que nous nous développerons et que nous deviendrons forts. »

Cette tactique bat son plein au Canada et elle pourrait bien, si on n'y prend garde, donner des résultats étonnants.

La Vie ouvrière du 5 octobre 1934 annonçait à grand renfort de titres un congrès canadien contre la guerre et le fascisme. L'organe communiste s'exprimait ainsi:

EN AVANT AU CONGRÈS D'OCTOBRE
CONTRE LA GUERRE ET LE FASCISME

Pour une forte délégation canadienne-française

Le grand Congrès Canadien contre la Guerre et le Fascisme qui aura lieu les 6 et 7 octobre à Toronto marquera une étape décisive dans le mouvement contre la guerre et le fascisme dans ce pays. Des délégués ouvriers, fermiers, intellectuels, viendront, d'un bout du pays à l'autre, pour adopter un plan organisé d'action commune,

de lutte commune, contre les deux fléaux qui menacent l'humanité et dont le danger devient chaque jour plus imminent. Il faut que tous ceux qui s'opposent sincèrement à la guerre et au fascisme se groupent dans ce large mouvement de front unique! Il faut rattraper le temps perdu, le retard qui existe, surtout à Montréal, en rassemblant les organisations de toutes tendances pour faire élire des délégués. Il faut que les ouvriers canadiens-français, chez qui le sentiment contre la guerre est particulièrement fort, et qui sont directement menacés par la croissance du mouvement fasciste dans cette province, fassent entendre leur voix à ce Congrès — participent à ses travaux — contribuent au développement du mouvement qui en sortira, renforcé et élargi.

L'appel suivant a été adressé par le Comité national pour le Congrès, à toutes les organisations ouvrières:

« A tous les adversaires de la guerre et du fascisme:

« Plus que jamais auparavant, la menace croissante de la guerre projette son ombre à travers le monde. Dans tous les pays capitalistes l'essor menaçant des forces fascistes risque de détruire les derniers restes de droits démocratiques comme prélude au déclenchement des horreurs d'une nouvelle catastrophe mondiale.

« Seuls, les efforts organisés des peuples du monde peuvent arrêter la course à la guerre et au fascisme. Seule la puissance des masses réveillées fera hésiter les fauteurs de guerre et ceux qui cherchent des profits dans une nouvelle boucherie internationale.

« Le Comité national provisoire du Congrès Canadien contre la Guerre et le Fascisme adresse donc un appel au peuple canadien, pour qu'il envoie des délégués des groupes et organisations locales, des trade-unions, des associations culturelles, de la CCF, au Congrès Canadien, qui aura lieu les 6 et 7 octobre, à Toronto.

« La représentation sera comme suit:

« Les organisations nationales, provinciales et locales auront droit à deux délégués.

« Les conférences provinciales et locales contre la guerre et le fascisme auront droit à deux délégués, et un délégué de plus pour chaque mille membres représentés.

« Des personnes intéressées qui ne font pas partie d'une organisation (tels que les artistes, les intellectuels et professionnels) peuvent assister au Congrès et participer à la discussion, en s'enregistrant.

« Le Comité national s'occupera autant que possible du logement et des repas de tout délégué qui aura besoin de cette assistance, pendant le Congrès.

« Le coût du transport des délégués doit être à la charge de l'organisation qui les envoie.

« Le Comité national invitera des personnes d'une importance internationale dans la lutte contre la guerre et le fascisme à participer au Congrès.

« Faites adhérer votre organisation à la conférence locale contre la guerre et le fascisme!

« Faites envoyer des délégués de votre organisation au Congrès!

« En avant au Congrès de votre organisation!

A. E. BEDER
Secrétaire

Congrès Canadien contre la Guerre et le Fascisme
146 King Street West, Toronto

[254-255]

Dans son numéro du 10 novembre, le même journal donnait le compte rendu suivant du congrès de Toronto:

CONTRE LA GUERRE ET LE FASCISME
LE CONGRÈS DE TORONTO

337,000 se font représenter au Congrès de Toronto

Face à la menace chaque jour croissante d'une nouvelle tuerie mondiale, qui entraînerait une fois de plus les travailleurs du Canada dans un conflit impérialiste auquel ils n'ont aucun intérêt; face au progrès toujours plus ouvert que font les classes dominantes, vers la dictature fasciste, comme moyen d'étouffer et de briser la révolte des exploités — face à ces deux fléaux, les travailleurs commencent dans tout le pays à dresser un front solide de résistance. De plus en plus les ouvriers, quels que soient leurs convictions politiques, leurs sentiments religieux, leur nationalité, se tendent la main pour lutter ensemble contre le fascisme et la guerre. Un courant puissant et large, unissant travailleurs manuels et intellectuels, Canadiens français et ceux d'autres nationalités, se déferle sur le pays: un courant d'*unité — d'unité d'action.*

Un premier pas vers la réalisation de cette unité a été fait déjà, avec le grand Congrès Canadien contre la guerre et le fascisme qui s'est tenu à Toronto les 6 et 7 octobre. Là il y avait 315 délégués officiels et 203 organisations, et 221 délégués-observateurs, qui venaient de toutes les parties du pays: il y avait même un représentant d'une union de pêcheurs de Terre-Neuve. Le Congrès représentait 337,000 personnes dans différentes organisations ouvrières et autres.

C'est la première fois qu'on a vu s'unir dans ce pays, sur une échelle nationale, communistes, socialistes, membres de toutes les grandes unions, de la CCF, groupements religieux, fermiers, intellectuels, — tous engagés dans une discussion franche et cordiale, ayant pour but l'élaboration d'un plan d'activité immédiate.

Bien que le Comité national de la CCF ait passé sous silence l'appel urgent qu'on lui avait adressé, pour participer au mouvement contre la guerre et le fascisme, de nombreux membres bien connus ont assisté au Congrès et ont joué un rôle important dans ses travaux.

Louis Périgaud, socialiste français, a salué le Congrès au nom d'Henri Barbusse et du Comité mondial contre la guerre et le fascisme, dont il est lui-même le secrétaire. Dans son discours il a tracé un tableau très vivant de la lutte commune des ouvriers socialistes, communistes et chrétiens, dans toute une série de pays européens.

« L'unité qui a été créée là-bas, dit-il en terminant, doit l'être ici également; elle est non seulement possible, elle est indispensable! »

C'est sur un ton d'enthousiasme et d'unanimité que le Congrès s'est terminé, au bout de deux jours. Le plan d'action qui en est sorti permet de grouper les plus larges masses de travailleurs et les gens de classes moyennes sans distinction de race ou de croyance. La collaboration de délégués de clubs de la CCF et d'unions AF of L et ACCL dans les travaux du Congrès a une grande signification pour le mouvement ouvrier du Canada, en jetant les bases pour la

formation d'un front uni encore plus large, auquel participera la direction même de ces organisations.

C'est le but qu'il faut atteindre, tout en entraînant un nombre de plus en plus grand de clubs et d'unions dans les localités, dans l'action commune.

Et maintenant, à l'œuvre!

Dans le même numéro de *la Vie ouvrière*, sous le titre: « La Ligue contre la Guerre et le Fascisme à Montréal », on lisait ces lignes:

Un appel ardent pour l'unité des masses canadiennes-françaises avec les travailleurs du reste du Canada, dans la lutte antiguerre et antifasciste, a été adressé à une audience enthousiasmée de cinq cents Canadiens, Anglais, Italiens et autres, réunis dans la salle Prince-Arthur, le 12 octobre, par le secrétaire du Comité mondial contre la Guerre et le Fascisme, Louis Périgaud.

L'orateur, qui est membre du Parti socialiste français, a dressé le bilan magnifique des luttes communes menées en Europe par des ouvriers de toutes tendances, contre la guerre impérialiste et le fascisme sanguinaire. A l'ouverture de son discours il a salué la réunion et tous les combattants antifascistes futurs dans la province de Québec au nom d'Henri Barbusse, le grand écrivain français qui s'est placé au premier rang du mouvement mondial contre le fascisme et la guerre.

Après avoir décrit la façon de laquelle les travailleurs de France ont forgé l'unité de lutte commune, en rejetant tout ce qui peut les diviser, et en se basant sur tout ce qui les unit, l'orateur a donné un rapport sur le Congrès mondial contre la Guerre et le Fascisme, qui a eu lieu à Toronto les 6 et 7 octobre. Ensuite, il a parlé des moyens qu'il faut employer pour former une large organisation de front unique qui groupera les ouvriers, les cultivateurs et les gens de classes moyennes.

La tâche essentielle, pour rassembler l'énorme masse des inorganisés, est de former des comités (ou sections) de la Ligue dans chaque localité. Ces comités seront composés à la fois de membres des organisations affiliées à la Ligue, et de ceux qui ne font pas partie de ces organisations.

La Vie Ouvrière n'existe plus pour continuer cette propagande, mais *Clarté* qui lui a succédé n'a pas manqué de reprendre la tâche. Le numéro du 21 février 1935 contenait l'article suivant:

LES ÉTUDIANTS DE SOIXANTE-DIX PAYS CONTRE
LE FASCISME ET LA GUERRE

Un délégué des Étudiants du McGill au Congrès mondial de Bruxelles nous fait part de ses impressions

C'est un étudiant de l'Université de McGill, M. M. Laxer, qui a été choisi par les étudiants progressifs de Montréal pour les représenter au grand Congrès mondial des Étudiants qui a eu lieu récemment à Bruxelles, Belgique. Ayant la certitude que ce que dirait M. Laxer sur la situation des étudiants intéresserait vive-

ment les lecteurs de *Clarté*, nous sommes allés trouver le délégué montréalais à l'Université.

Après avoir expliqué à M. Laxer les buts et le caractère de notre journal, nous lui avons demandé permission de lui poser des questions.

« Mais avec le plus grand plaisir, répondit-il, l'idée de votre journal me plaît énormément. Il me semble que *Clarté* devra remplir une lacune qui existe depuis longtemps: donner l'occasion aux éléments avancés et aux masses du peuple lui-même de s'exprimer librement, c'est vraiment faire une œuvre utile. Je serai heureux de répondre aux questions que vous voudrez me poser. »

Notre première question fut la suivante: « Quel était le but du congrès auquel vous avez assisté et comment est-ce que vous avez été choisi comme délégué pour y aller?

— Le but du Congrès mondial de Bruxelles, nous répond notre interlocuteur, était de grouper les étudiants du monde entier, qu'ils soient protestants, catholiques, républicains, libéraux, socialistes ou communistes, dans un seul courant d'opposition à la guerre, à la réaction et la barbarie fasciste, et en faveur du progrès et de la liberté culturels. Comme vous voyez, le but était vaste; mais les espoirs de ces intellectuels et étudiants qui ont organisé le Congrès n'ont point été déçus. La représentation au Congrès a été des plus larges, la discussion extrêmement franche et très fructueuse. On a pu arriver à une base commune pour organiser un mouvement qui sera véritablement mondial.

« Pour moi-même, j'ai été élu par une conférence d'organisations estudiantines du McGill — étudiants chrétiens, pacifistes et travaillistes — qui se sont réunis dans la Ligue contre la Guerre de McGill. J'ai été accompagné par deux étudiants de l'Université de Toronto, un garçon et une jeune fille, délégués de la Société Antiguerre des Étudiants de cette ville-là.

— Quelle a été, en quelques mots, la représentation au Congrès?

— La plus forte délégation, parmi les 317 étudiants qui y assistaient, était celle de la France, qui comptait 120 membres; puis c'était la délégation belge et la délégation anglaise; celle-ci comptait plus de cinquante membres. Il y en avaient qui était venus de la Scandinavie, de la Hollande, de la Tchéco-Slovaquie, et même de l'Amérique latine. Au risque de leur vie, des étudiants antifascistes étaient venus de l'Allemagne hitlérienne, de l'Italie et des pays balkaniques où sévit la terreur la plus féroce. De la délégation espagnole, qui a été saluée avec le plus grand enthousiasme par le Congrès tout entier, deux sur huit seulement sont parvenus à atteindre Bruxelles; les autres avaient été arrêtés et jetés en prison avant de pouvoir franchir la frontière espagnole. Enfin, il y avait des délégués de l'Afrique du Nord, des Indes et de l'Indochine.

« En plus des étudiants, il y avait un bon nombre de professeurs des universités, d'écrivains et d'intellectuels. De France venaient les professeurs Wallon, Rivet et Fournier, membres de l'Institut, professeurs à la Sorbonne et à l'Institut Curie. Henri Barbusse, le grand écrivain et ennemi de la guerre, a été empêché d'y assister, mais il a envoyé au Congrès un message éloquent d'encouragement et d'espoir.

[254-255]

— Quel a été, dans ses grandes lignes, le travail du Congrès ?

— Premièrement, on a passé en revue la situation des étudiants des différents pays, au point de vue matériel, au point de vue de la culture, et puis de la militarisation et de la fascisation de la jeunesse. Les délégués américains, par exemple, nous ont parlé des 20,300 écoles fermées aux États-Unis depuis le début de la crise, des 200,000 professeurs et institutrices sans emploi, du budget universitaire du pays coupé en deux en quatre ans... Une documentation des plus intéressantes a été rassemblée par le Congrès...

— Mais ce n'était pas là son seul but ?

— Non, naturellement, j'allais vous dire, justement, c'était là bien plus un stimulant qui nous a encouragés à entreprendre avec détermination le travail qui nous attendait, c'est-à-dire, le ralliement des masses des étudiants pour une opposition efficace aux restrictions qu'on impose à l'éducation, restrictions du nombre des étudiants, etc., et contre la militarisation de la jeunesse dans les écoles, et contre toute tendance fasciste.

— Et ici, au Canada, vous vous attendez à des succès dans ce domaine ?

— Nous autres étudiants canadiens, nous sommes exposés aux mêmes difficultés, le même danger de guerre nous menace, notre situation matérielle est loin d'être enviable, je vous assure. Il n'y a pas de raison au monde pourquoi nous ne réussirions pas. Nous avons convoqué un Congrès national des étudiants pour le mois de mars, et je crois que là sera posée, pour ainsi dire, la pierre angulaire du mouvement estudiantin dans notre pays. Ce qui nous préoccupe le plus ici à Montréal, c'est la question des étudiants canadiens-français. Nous sommes très anxieux de mettre sous leurs yeux notre programme et nos buts, et nous sommes certains que la réponse serait favorable. Si votre journal pouvait nous aider sous ce rapport... »

Nous avons promis, naturellement, de faire notre possible pour attirer l'attention des étudiants qui se trouvent parmi nos lecteurs sur ce mouvement d'unité dont le programme s'accorde dans une si large mesure avec les principes énoncés par *Clarté*.

Voilà qui est clair. Le programme de ce mouvement contre la guerre et le fascisme s'accorde dans une « large mesure » avec les principes énoncés par *Clarté*, l'organe communiste canadien-français. Nos étudiants, et tous les autres qu'on veut enrôler dans cette Ligue, sont avertis.

VI

Bibliographie sur le communisme

ÉTUDES GÉNÉRALES

GAUTHEROT. — *Le Monde communiste* (Éditions Spes). 302 pp.

GURIAN. — *Le Bolchevisme* (Beauchesne). 380 pp.

LAZAREWSKI. — *La Russie sous l'uniforme bolchevique* (Spes). 255 pp.

DOCTRINE

S. Ém. le Card. VILLENEUVE, O. M. I. — « La Philosophie du Bolchevisme » (*Revue de l'Université d'Ottawa*, 1931, pp. 281-301, 433-443).

BARDE, S. J. — *La Menace communiste* (Spes). 53 pp.

LAVAUD, O. P. — *La Philosophie du Bolchevisme* (La Pensée catholique). 64 pp.

Cahier anticommuniste (École Sociale Populaire). 64 pp.

LE RÉGIME SOVIÉTIQUE

DOUILLET. — *Moscou sans voiles* (Spes). 249 pp.

HENRIOT-MARTY. — « L'Économie planifiée en Russie soviétique » (*Documentation catholique*, 14 octobre 1933, pp. 596-634).

MARC. — « Où va l'U. R. S. S. » (*Dossiers de l'Action Populaire*, 10 janvier 1935, pp. 39-54).

MARQUÈS-RIVIÈRE. — *L'U. R. S. S. dans le monde* (Payot). 368 pp.

PÉRIODIQUES

Documentation mensuelle (Entente Internationale), 14, Promenade Saint-Antoine, Genève.

Documentation anticommuniste (Cilacc), 74, rue de Toulouse, Bruxelles.

Unitas, 18, rue de Varenne, Paris.

Cum permissu superiorum

Table des matières

I. — Le Communisme au Canada

II. — La lutte contre le communisme

Appendice

PUBLICATIONS DE L'É. S. P.

(Suite)

86. *Le Problème social et sa solution* . . . . Abbé Edmour Hébert
87. *Les Semaines sociales* . . . . E. S. P.
88-89. *De l'Internationalisme au Nationalisme* . . Alfred Charpentier
90. *Vers le peuple* . . . . Guy Vanier
91. *L'Action sociale* . . . . Antonio Perrault
92-93. *La Grève et l'enseignement catholique* . . . R. P. Villeneuve, o. m. i.
94. *Programme d'action sociale* . . . . Edouard Montpetit
95. *Les Parents, l'Eglise et l'Etat dans leurs rapports avec l'école* . . . . Abbé J.-A.-D. Sabourin
96. *L'Organisation professionnelle* . . . . Mgr L.-A. Pâquet
97. *Syndicats patronaux* . . . . Abbé Emile Cloutier
*98. *La Confédération des Travailleurs catholiques du Canada* XXX
99. *L'Aspect économique du problème industriel* . . Edmond Cloutier
100. *Le Salaire* . . . . Abbé Edmour Hébert
*101. *Nos Pêcheries* . . . . Fabien Bugeaud
102. *La Question des chemins de fer* XXX
103. *Les Caisses Desjardins: œuvre sociale* . . . . Wilfrid Guérin
104. *L'Aube d'une ère ouvrière nouvelle* . . . . . Alfred Charpentier
105. *L'Organisation ouvrière catholique au Canada* . E. S. P.
106. *Réformes scolaires* . . . . E. S. P.
107. *Le Travail du dimanche dans notre industrie* . . Mgr Eugène Lapointe
108. *La Gaspésie* . . . . J. W.
109. *Les Espoirs présents du catholicisme en France* . R. P. Doncœur, s. j.
110. *La Société catholique de Protection* . . . . . E. S. P.
111. *Le Problème des narcotiques au Canada* . . . . Olivier Carignan
112. *Le Charbon au Canada* . . . . Paul Chartiez, s. j.
113-114. *Le Nord qui s'ouvre* . . . . R. P. Alexandre Dugré, s. j.
115. *Les Trois Etapes de la question ouvrière* . . . Abbé Edmour Hébert
116-117. *Dans les chantiers* . . . . R. P. J.-A. Desjardins, s. j.
118. *La Mortalité infantile* . . . . Dr Joseph Gauvreau
119. *La Tuberculose* . . . . R. P. Pierre Fontanel, s. j.
120-121. *Le Chômage* . . . . Gérard Tremblay
122. *L'Eucharistie et la question sociale* . . . . . R. P. Léo Boismenu, s. s. s.
*123. *Le Canada minier* . . . . R. P. Pierre Fontanel, s. j.
124. *Le Patriotisme* . . . . S. G. Mgr Laflèche
125. *L'Apprentissage* . . . . E. S. P.
126-127. *Notre problème agricole* . . . . Charles Gagné
128. *Les Forces hydrauliques* . . . . R. P. Pierre Fontanel, s. j.
129. *L'Art ménager* . . . . Abbé Arm. Beauregard
130. *Le Domaine rural canadien* . . . . Georges Bouchard
131. *Les Paysans de France* . . . . Georges Bouchard
132. *La Jeune Fille et les œuvres de charité* . . . . R. P. Adélard Dugré, s. j.
133-134. *Pour et contre le tabac* . . . . R. P. Pierre Fontanel, s. j.
135. *Vers l'émancipation économique* . . . . G.-E. Marquis
136-137. *Le Travail de nuit dans les boulangeries* . . XXX
138. *Expansion industrielle dans le Québec* . . . . G.-E. Marquis
139. *Le Logement et la santé* . . . . R. P. Pierre Fontanel, s. j.
*140-141. *Travailleurs inconnus: nos aveugles* . . . R. P. Julien Senay, s. j.
142. *L'Education de la Justice* . . . . R. P. Louis Lalande, s. j.
143. *Abolitionnisme ou Réglementation* . . . . . . R. P. J. Salsmans, s. j.
144. *L'Actionnariat syndical* . . . . Max. Turmann
145-146. *Le Conseil national d'Education* . . . . . C.-J. Magnan
147. *Jeunes d'autrefois. Jeunes d'aujourd'hui* . . . R. P. Maurice H.-Beaulieu, s. j.
148. *Eclaireurs canadiens-français* . . . . R. P. Adélard Dugré, s. j.
149-150. *La Pulpe et le Papier* . . . . R. P. Pierre Fontanel, s. j.
151. *L'Atelier syndical fermé* . . . . Alfred Charpentier
*152-153. *L'Alcoolisme et l'individu* . . . . Dr Louis-Philippe Roy
154. *L'Eucharistie et les classes dirigeantes* . . . . Antonio Perrault
155. *L'Effort économique de notre race* . . . . . . Rodolphe Laplante
156-157. *La Forêt canadienne* . . . . R. P. Pierre Fontanel, s. j.
158. *Le Caractère de l'adolescent* . . . . R. P. Paul-Emile Farley, c. s. v.
159-160. *Les Allocations familiales* . . . . R. P. Léon Lebel, s. j.
161. *L'Association professionnelle* . . . . Abbé Maxime Fortin
162. *Fédération des Œuvres d'hygiène infantile* . . . XXX
163. *La Réforme du calendrier* . . . . J.-H. Richardson
164. *Les Petites industries féminines à la campagne* . Georges Bouchard
165. *L'Union ouvrière* . . . . { Abbé L.-A. Lafortune / Gérard Tremblay }
166. *Les Anciennes Corporations* . . . . R. P. Stanislas, p. s. v.
167. *Le Communisme international au Canada* . . . E. S. P.
168. *Parents et Maîtres — Leur collaboration* . . . Abbé Arthur Maheux
169. *L'Enseignement agricole d'hiver* . . . . Albert Rioux

PUBLICATIONS DE L'E. S. P.

(Suite)

170. *Le Cinéma*	Oscar HAMEL
171. *La Crise protestante*	R. P. Adélard DUGRÉ, S.J.
172-173. *La Formation technique*	R. P. Pierre FONTANEL, S.J.
174. *La Gaspésie intérieure*	PÉNINSULAIRE
175. *Chefs ouvriers catholiques*	L.-G. HOGUE
176. *La Mission sociale de l'hygiène*	Dr J.-A. BAUDOUIN
177. *Les Associations ouvrières au Canada*	E. S. P.
178. *Rotary et Maçonnerie*	E. S. P.
179. *L'Indissolubilité du mariage*	R. P. E. JOMBART, S.J.
180. *Le Tourisme — Source de richesse*	Eugène L'HEUREUX
181. *La Vaccination antituberculeuse*	Dr J.-C. BOURGOIN
182. *L'Utilisation des sous-produits de la pêche*	Joseph RISI
183-184. *La Paroisse au Canada français*	R. P. Adélard DUGRÉ, S.J.
185. *L'Eglise, nos maux sociaux et l'ouvrier catholique*	Abbé J.-Ad. SABOURIN R. P. SCHELPE, S.J.
186. *L'Industrie chimique et le Canada*	R. P. Pierre FONTANEL, S.J.
187. *Le Travail des jeunes filles*	Mme W. RAYMOND
188. *Les Communautés religieuses et la Cité*	Juge C.-E. DORION
189. *Les Œuvres dans la Cité*	R. P. BONHOMME, O.M.I.
190. *Le Syndicalisme catholique canadien*	E. S. P.
191. *La Semaine sociale de Chicoutimi*	Wilfrid GUÉRIN
192. *L'Eglise et la question syndicale*	PP. ARENDT et MULLER, S.J.
193. *Nos Orphelinats*	Sœur ALLAIRE, etc.
194-195. *Encyclique sur l'éducation de la jeunesse*	S. S. PIE XI
196. *L'Enseignement religieux*	S. G. Mgr ROSS
197. *La Semaine du dimanche*	XXX
198. *Pour nos Enfants*	Sœur MARIE-HADELIN, etc.
199. *La Préférence aux Syndicats catholiques*	XXX
200. *Pour le bon journal*	Abbé A. ROBERT et O. HÉROUX
201. *Le Sens catholique*	E. MERCIER et G. LADOUCEUR
202-203. *L'Apostolat laïque*	R. P. ARCHAMBAULT, S.J.
204-205. *Instruction ou Education*	Esdras MINVILLE
206. *En Russie soviétique*	E. S. P.
207-208. *Manuel antibolchévique*	E. S. P.
209. *La Participation des laïques à l'apostolat*	Antonio PERRAULT
210-211. *L'Encyclique « Quadragesimo anno »*	S. S. PIE XI
212. *Le Mariage chrétien*	R. P. Adélard DUGRÉ, S.J.
213. *L'Etat et la morale publique*	Léo PELLAND
214-215. *L'Etat et le mariage*	Juge C.-E. DORION
216. *L'Activité sociale des prêtres de Belgique*	R. P. Albert MULLER, S.J.
217-218. *Cahier anticommuniste*	E. S. P.
219. *Pour la Colonisation*	E. S. P.
220. *Le Rêve communiste*	R. P. Thomas-M. LAMARCHE, O.P.
221. *Pour la Paix*	E. S. P.
222. *La Famille*	R. P. C. RUTCHÉ, C.S.SP.
223-224. *Le Plan quinquennal*	ENTENTE INTERNATIONALE
225. *La Profession agricole*	Abbé Georges-M. BILODEAU
226. *Les Opérations de Bourse et leur moralité*	R. P. BOURNIVAL, S.J.
227. *Le Retour de la mère au foyer*	Rde Sr GÉRIN-LAJOIE
228. *La place des enfants n'est pas au cinéma*	E. S. P.
229. *Les Révolutions bolchévistes modernes*	Henri GLASS
230. *L'Action catholique et l'Epargne populaire*	E. POIRIER et W. GUÉRIN
231. *Le Commerce avec les Soviets*	E. S. P.
232-233. *Pour la Restauration sociale au Canada*	E. S. P.
234. *La Culture intellectuelle religieuse*	Abbé Anselme LONGPRÉ
235. *La Ligue Catholique Féminine*	UN AUMÔNIER
236. *Directives sociales catholiques*	R. P. ARCHAMBAULT, S.J.
237. *L'Agriculture, base économique d'une nation*	Abbé Edouard BEAUDOIN
238. *L'Œuvre de la Colonisation*	Esdras MINVILLE
239-240. *Le Programme de Restauration sociale*	A. RIOUX, A. CHARPENTIER Dr P. HAMEL, W. GUÉRIN
241. *L'Encyclique « Quadragesimo anno »*	Abbé Philippe PERRIER
242. *La Doctrine sociale de l'Eglise et la C. C. F.*	Mgr Georges GAUTHIER
243-244-245. *Le Mouillage du capital*	Adrien GRATTON
246. *Les Enfants abandonnés*	Le « CILACC »
247-248-249. *Essais d'organisation corporative*	R. P. Albert MULLER, S.J.
250. *Eugénisme et stérilisation*	E. JORDAN et Abbé VIOLLET
251-252. *Journées anticommunistes — I*	E. S. P.
253. *Journées anticommunistes — II*	E. S. P.
254-255. *La Menace communiste au Canada*	R. P. ARCHAMBAULT, S.J.

Les numéros *précédés* d'un astérisque sont épuisés.

(Abonnement: $1.50 par an)

L'École Sociale Populaire laisse à chacun de ses collaborateurs la responsabilité de ses écrits

IMPRIMERIE DU MESSAGER, MONTRÉAL